

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du troisième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour la période de neuf mois allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2013

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 septembre 2013 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 523 M\$, ou 0,527 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 septembre 2013. Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition liés à l'acquisition d'Irish Life Group Limited (Irish Life), le bénéfice net a été de 583 M\$, ou 0,588 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, ce qui représente une hausse de 12,5 % comparativement à 518 M\$, ou 0,546 \$ par action ordinaire, pour la période correspondante de 2012.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1 561 M\$, ou 1,618 \$ par action ordinaire, comparativement à 1 455 M\$, ou 1,532 \$ par action ordinaire, pour la période correspondante de 2012.

L'actif administré consolidé au 30 septembre 2013 s'est chiffré à 705 G\$, une hausse de 159 G\$ par rapport au 31 décembre 2012, ce qui comprend des actifs de 94 G\$ liés à Irish Life.

Faits saillants pour le trimestre

- Irish Life a contribué au bénéfice de Lifeco à hauteur de 41 M\$ pour la période allant du 19 juillet au 30 septembre 2013. À l'exclusion de l'apport d'Irish Life et des coûts de restructuration et d'acquisition connexes, le bénéfice net de Lifeco s'est établi à 542 M\$, ou 0,546 \$ par action ordinaire.
- Le montant total des primes et des dépôts de la Compagnie pour le trimestre a été de 19,7 G\$, une hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui comprend un apport de 2,6 G\$ d'Irish Life.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au troisième trimestre de 2013 ont augmenté de 41 % par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la vigueur de la croissance dans toutes les régions :
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 2,4 G\$, une hausse de 14 % par rapport au troisième trimestre de 2012.
 - Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 3,3 G\$, une hausse de 281 % par rapport au troisième trimestre de 2012, ce qui comprend un apport de 2,4 G\$ d'Irish Life.
 - Les souscriptions de Putnam ont été de 8,3 G\$ US, une hausse de 26 % par rapport au troisième trimestre de 2012. Les entrées d'actifs nettes pour le troisième trimestre de 2013 se sont chiffrées à 1,1 G\$ US, comparativement à 0,6 G\$ US à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une augmentation de 1,5 G\$ US des entrées d'actifs nettes des fonds communs de placement. Les souscriptions de fonds communs de placement ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre de 2003.
 - Les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 2,2 G\$ US, un montant comparable à celui du troisième trimestre de 2012.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevés, lequel s'élève à 16,0 % relativement au bénéfice opérationnel et à 14,9 % relativement au bénéfice net.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 221 % au 30 septembre 2013.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire payable le 31 décembre 2013.

Actions privilégiées de série J

Great-West Lifeco Inc. a approuvé aujourd'hui le rachat de toutes ses actions privilégiées de série J émises et en circulation au 31 décembre 2013. Un avis officiel ainsi que des directives relatives au rachat seront envoyés aux actionnaires en fonction des droits, privilèges, restrictions et conditions liés aux actions privilégiées de série J. Le prix de rachat sera de 25,00 \$ par action, majoré d'un montant équivalent à tous les dividendes déclarés et impayés, déduction faite de tout impôt devant être soustrait et retenu par la Société.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice net consolidé de Lifeco correspond au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial), de Putnam Investments, LLC (Putnam) et d'Irish Life Group Limited (Irish Life), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 332 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 280 M\$ pour le troisième trimestre de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 878 M\$, comparativement à 775 M\$ pour la période correspondante de 2012.

Les souscriptions ont totalisé 2,4 G\$ au troisième trimestre de 2013, ce qui correspond à une hausse de 14 % par rapport au troisième trimestre de 2012. Cette augmentation est attribuable aux très fortes souscriptions de produits d'assurance collective, qui ont augmenté de 65 % par rapport au troisième trimestre de 2012. Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 12 % et les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 10 %, par rapport au troisième trimestre de 2012. Le total des souscriptions pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 7,9 G\$, comparativement à 7,0 G\$ en 2012.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 septembre 2013 se chiffrait à 144 G\$, comparativement à 138 G\$ au 31 décembre 2012.

EXPLOITATION AMÉRICAINNE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement ainsi que de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 76 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à 86 M\$ au troisième trimestre de 2012. Great-West Financial a présenté un bénéfice net de 86 M\$ au troisième trimestre, comparativement à 90 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Putnam a présenté une perte nette de 10 M\$ au troisième trimestre, comparativement à une perte nette de 4 M\$ il y a un an. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 220 M\$, comparativement à 245 M\$ en 2012.

Pour le troisième trimestre de 2013, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 2,2 G\$ US, soit un montant comparable à celui enregistré au troisième trimestre de 2012. Les souscriptions pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 ont été de 7,2 G\$ US, comparativement à 6,3 G\$ US en 2012, ce qui traduit la vigueur des souscriptions sur les marchés du secteur public, des organismes à but non lucratif ainsi que des régimes 401(k).

Au 30 septembre 2013, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 141 G\$ US, comparativement à 127 G\$ US il y a un an. Les souscriptions au troisième trimestre ont été de 8,3 G\$ US, une hausse de 26 % par rapport au résultat enregistré il y a un an. Toutefois, les rachats effectués au cours du trimestre de 7,3 G\$ US ont donné lieu à des entrées d'actifs nettes de 1,1 G\$ US, comparativement à des entrées d'actifs nettes de 0,6 G\$ US pour la période correspondante de 2012.

Au 30 septembre 2013, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 389 G\$, comparativement à 333 G\$ au 31 décembre 2012.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 129 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Ce montant comprend l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life. Déduction faite de ces coûts, le bénéfice net se chiffre à 189 M\$ pour le trimestre, comparativement à 165 M\$ pour le troisième trimestre de 2012. Irish Life a fourni un apport de 41 M\$ au bénéfice pour la période allant du 19 juillet au 30 septembre 2013. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 499 M\$, comparativement à 464 M\$ pour la période correspondante de 2012.

Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes pour le troisième trimestre de 2013 se sont chiffrées à 3,3 G\$, ce qui comprend une tranche de 2,4 G\$ liée à Irish Life. Il s'agit là d'une hausse de 281 % par rapport au montant de 0,9 G\$ enregistré il y a un an. Les souscriptions ont totalisé 5,1 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, en tenant compte des résultats d'Irish Life, comparativement à 2,4 G\$ en 2012.

Au 30 septembre 2013, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 172 G\$, soit une hausse par rapport au montant de 75 G\$ enregistré au 31 décembre 2012. L'actif administré comprend une tranche de 94 G\$ relative aux actifs d'Irish Life.

EXPLOITATION GÉNÉRALE

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 14 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à une perte nette de 13 M\$ pour le troisième trimestre de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est traduit par une perte nette de 36 M\$, comparativement à une perte nette de 29 M\$ pour la période correspondante de 2012.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2013.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série J, à raison de 0,3750 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;

payables en entier le 31 décembre 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 3 décembre 2013.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 7 novembre 2013

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2013

DATÉ DU 7 NOVEMBRE 2013

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2012, avec le trimestre clos le 30 juin 2013 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2012. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 septembre 2013. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2012 figurant dans le rapport annuel de 2012 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses importants qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, l'inflation, les systèmes d'information, les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, et qu'aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles s'avèreront exactes. Les autres importants facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, les changements au plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2012 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques, ainsi que tous les facteurs. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés, peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice opérationnel », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012 ⁽²⁾	30 septembre 2013	30 septembre 2012 ⁽²⁾
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie	4 598 \$	4 332 \$	4 940 \$	13 510 \$	13 993 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats SAS)	620	654	631	1 918	1 989
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	2 352	1 431	1 490	5 551	4 485
Produits de la Collective	1 838	1 900	1 681	5 744	5 046
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	10 309	6 677	6 779	24 628	17 616
Total des primes et des dépôts	19 717	14 994	15 521	51 351	43 129
Honoraires et autres produits	933	811	720	2 522	2 178
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ⁽¹⁾	4 770	1 321	6 607	11 306	17 329
Bénéfice opérationnel – détenteurs d'actions ordinaires	523	521	518	1 561	1 455
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires ^{(2), (3)}	523	521	518	1 561	1 455
Par action ordinaire					
Bénéfice de base ⁽²⁾	0,527 \$	0,548 \$	0,546 \$	1,618 \$	1,532 \$
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,9225	0,9225
Valeur comptable ⁽²⁾	14,39	13,48	12,41		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires					
Bénéfice opérationnel net ⁽²⁾	16,0 %	16,8 %	16,6 %		
Bénéfice net ⁽²⁾	14,9 %	15,6 %	17,6 %		
Total de l'actif ⁽²⁾	311 789 \$	264 158 \$	249 043 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	169 980	149 273	131 604		
Total de l'actif géré ⁽²⁾	481 769	413 431	380 647		
Autres actifs administrés	223 342	182 305	151 604		
Total de l'actif administré ⁽²⁾	705 111 \$	595 736 \$	532 251 \$		
Total des capitaux propres ⁽²⁾	19 435 \$	17 843 \$	16 370 \$		

La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

- (1) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.
- (2) Le cas échéant, les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective des nouvelles IFRS et des IFRS révisées entrant en vigueur en 2013, en particulier IAS 19R, *Avantages du personnel*.
- (3) Incidence d'Irish Life sur le bénéfice net de Lifeco – détenteurs d'actions ordinaires
- | | | |
|---|--------|---------------------------------|
| Bénéfice net présenté pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 | 523 \$ | (0,527 \$ par action ordinaire) |
| Ajouter : coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life | 60 | |
| Total partiel | 583 | (0,588 \$ par action ordinaire) |
| Moins : bénéfice d'Irish Life (du 19 juillet au 30 septembre 2013) | (41) | |
| Bénéfice net, déduction faite de l'incidence d'Irish Life | 542 \$ | (0,546 \$ par action ordinaire) |

POINTS SAILLANTS DE LIFECO DE 2013

Acquisition d'Irish Life Group Limited

Le 19 février 2013, Lifeco a annoncé l'acquisition d'Irish Life Group Limited (Irish Life) pour 1,3 G€.

L'acquisition d'Irish Life devrait faire croître le bénéfice net de Lifeco par l'ajout d'approximativement 215 M\$, soit 10 % du total, au bénéfice consensuel de Lifeco pour 2014, en tenant compte de l'ensemble des synergies.

La Compagnie s'est fixé un objectif annuel d'environ 40 M€ avant impôt, en matière de réduction des coûts. Les activités d'intégration devraient s'achever d'ici le deuxième trimestre de 2015, et la réduction annuelle des coûts opérationnels de 40 M€, devrait être entièrement réalisée d'ici la fin de 2015. Ces synergies devraient se concrétiser grâce à des efficacités en matière de systèmes informatiques, au regroupement des activités d'assurance-vie et de retraite de Canada Life (Ireland) et de celles d'Irish Life (qui conserve la dénomination Irish Life), ainsi qu'à d'autres efficacités opérationnelles.

La transaction a notamment été financée par le produit net de l'émission de reçus de souscription d'environ 1,25 G\$, effectuée le 12 mars 2013. En outre, le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 M€, lesquelles sont assorties d'un coupon annuel de 2,50 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services et sont inscrites à la cote de l'Irish Stock Exchange. L'émission de titres de créance libellés en euros offrira une couverture naturelle à une partie du montant net de l'investissement de la Compagnie dans des établissements à l'étranger libellé en euros.

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Canada Life Limited, l'acquisition d'Irish Life Group Limited (Irish Life) pour 1,3 G€. À la conclusion de l'acquisition, le 18 juillet 2013, les 48 660 000 reçus de souscription ont été automatiquement échangés pour des actions ordinaires de la Compagnie, à raison de un reçu de souscription pour une action ordinaire, ce qui a porté le total des actions ordinaires en circulation à 1 000 450 840.

Au troisième trimestre de 2013, l'acquisition d'Irish Life a fait croître le bénéfice net de Lifeco de 41 M\$, à l'exclusion des coûts de restructuration. Pour le trimestre considéré, le bénéfice de Lifeco comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life (74 M\$ depuis le début de l'exercice).

Au cours du trimestre, Lifeco a réalisé des synergies liées à l'intégration annualisées de 5,9 M€ qui se sont traduites par une réduction de 1,0 M€ avant impôt des charges opérationnelles d'Irish Life au cours de la période.

En vertu des normes sur les regroupements d'entreprises comprises dans les IFRS, le prix d'acquisition de 1,3 G€ est affecté à tous les actifs et les passifs d'Irish Life, en fonction essentiellement de leur juste valeur à la date de l'acquisition, soit le 18 juillet 2013. Le montant de la contrepartie de l'acquisition excédant la juste valeur des actifs et des passifs est affecté au goodwill. Au 30 septembre 2013, la répartition du prix d'acquisition reflétait les meilleures estimations de la direction et comprenait les montants provisoires, dans les cas où des évaluations approfondies étaient en cours. Les montants provisoires liés aux immobilisations incorporelles n'ont pas été identifiés de façon distincte dans l'attente de l'achèvement des évaluations. Par conséquent, le montant initial de 554 M\$ affecté au goodwill sera ajusté, au cours de périodes de présentation ultérieures. Le processus d'évaluation et la répartition du prix d'acquisition devraient être essentiellement achevés au quatrième trimestre de 2013.

Normes internationales d'information financière révisées

Le 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a adopté plusieurs IFRS nouvelles et révisées, comme il est expliqué à la rubrique Méthodes comptables du présent document. À l'exception d'IAS 19R, *Avantages du personnel*, les nouvelles normes portaient surtout sur la présentation d'informations supplémentaires et elles n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net ou sur les capitaux propres de la Compagnie. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, ce changement a été appliqué de manière rétrospective, ce qui a donné lieu à une baisse des capitaux propres d'ouverture de 392 M\$ au 1^{er} janvier 2012 (diminution de 352 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 M\$ du surplus attribuable aux comptes de participation) et à une diminution additionnelle des capitaux propres d'ouverture de 183 M\$ au 1^{er} janvier 2013 (diminution de 169 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 M\$ du surplus attribuable aux comptes de participation). Le bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 a diminué de 2 M\$ et de 7 M\$, respectivement, en raison de l'adoption d'IAS 19R. Tout au long du présent document, les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'adoption rétrospective de ces normes.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial), Putnam Investments, LLC (Putnam) et Irish Life Group Limited (Irish Life), ainsi que les résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco. Les résultats d'Irish Life sont inclus pour la période suivant la date d'acquisition du 18 juillet 2013.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 523 M\$, ou 0,527 \$ par action ordinaire (0,522 \$ après dilution). Le bénéfice net de Lifeco pour le troisième trimestre de 2013 comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life. Le bénéfice net de Lifeco pour le trimestre, à l'exclusion de ces coûts, se chiffre à 583 M\$. Au troisième trimestre de 2013, le bénéfice net d'Irish Life, à l'exclusion des coûts de restructuration, pour la période ouverte le 19 juillet 2013, a fait croître le bénéfice net de Lifeco de 41 M\$. À l'exclusion de l'incidence de l'acquisition d'Irish Life, le bénéfice net de Lifeco s'est chiffré à 542 M\$ pour le trimestre, contre 518 M\$ il y a un an et 521 M\$ au trimestre précédent. Cela représente 0,546 \$ par action ordinaire (0,541 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 0,546 \$ par action ordinaire (0,542 \$ après dilution) il y a un an et à 0,548 \$ par action ordinaire (0,547 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 1 561 M\$, ou 1,618 \$ par action ordinaire (1,580 \$ après dilution). Le bénéfice net de Lifeco depuis le début de l'exercice 2013 comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 74 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life. Le bénéfice net de Lifeco pour la période de neuf mois, à l'exclusion de ces coûts, se chiffre à 1 635 M\$. À l'exclusion de l'incidence de l'acquisition d'Irish Life, le bénéfice net de Lifeco s'est chiffré à 1 594 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, contre 1 455 M\$ il y a un an. Cela représente 1,653 \$ par action ordinaire (1,613 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 1,532 \$ par action ordinaire (1,522 \$ après dilution) il y a un an.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	102 \$	71 \$	83 \$	229 \$	176 \$
Gestion du patrimoine	114	90	82	294	230
Assurance collective	115	118	119	328	303
Exploitation générale canadienne	1	2	(4)	27	66
	332	281	280	878	775
Exploitation américaine					
Services financiers	86	87	90	258	266
Gestion d'actifs	(10)	(14)	(4)	(38)	(21)
Exploitation générale américaine	–	–	–	–	–
	76	73	86	220	245
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	134	118	104	382	316
Réassurance	57	70	61	182	151
Exploitation générale européenne	(62)	(10)	–	(65)	(3)
	129	178	165	499	464
Exploitation générale de Lifeco	(14)	(11)	(13)	(36)	(29)
Bénéfice net	523 \$	521 \$	518 \$	1 561 \$	1 455 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

Incidence des marchés

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont continué de suivre une tendance à la hausse au cours du trimestre. Depuis le 30 juin 2013, le rendement des obligations de 10 ans au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni a augmenté de 10, de 12 et de 28 points de base, respectivement. Les écarts de crédit se sont accrus d'approximativement 5 points de base au Canada et se sont resserrés d'environ 6 et 27 points de base aux États-Unis et au Royaume-Uni, respectivement. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence importante sur le bénéfice net ou le MMPRCE relativement aux prévisions de la Compagnie.

Au 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a amélioré la méthode dont elle se sert pour estimer les provisions relatives aux taux d'intérêt. La provision totale a été restructurée en une provision visant à couvrir les risques de modélisation à court terme ainsi que les risques inhérents à long terme et les risques liés au non-appariement des flux de trésorerie; aucune incidence nette sur le total des provisions n'a été observée à la suite de la restructuration. Cette restructuration aura toutefois une incidence sur le moment prévu de la comptabilisation de ces provisions dans le bénéfice net. La Compagnie estime que cette restructuration fera croître le bénéfice net annuel prévu pour 2013 d'environ 70 M\$, après impôt, par rapport au résultat enregistré en 2012 selon l'ancienne méthode. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Marchés boursiers

Au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, le rendement des marchés boursiers a été solide au cours du troisième trimestre de 2013. Les principaux indices boursiers ont clos le trimestre avec des hausses respectives de 5,4 %, de 4,7 % et de 4,0 % au Canada (selon l'indice S&P TSX), aux États-Unis (selon l'indice S&P 500) et au Royaume-Uni (selon l'indice FTSE 100). Cependant, les marchés boursiers ont affiché une baisse de 6,4 % dans la grande région européenne (selon l'indice Eurostoxx 50) par rapport au 30 juin 2013.

Par rapport au troisième trimestre de 2012, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du troisième trimestre de 2013 a enregistré une hausse de 5,9 %, de 19,5 %, de 13,7 % et de 15,9 % au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la grande région européenne, respectivement.

Au troisième trimestre de 2013, le solide rendement des marchés a donné lieu à une hausse des honoraires liés aux actifs de la Compagnie et à une baisse du coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou aux prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. Le bénéfice net a ainsi surpassé de 13 M\$ les attentes de la Compagnie.

Devises

Au cours du troisième trimestre de 2013, le taux de change moyen entre le dollar américain, la livre sterling et l'euro a augmenté. L'incidence globale de la fluctuation des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une augmentation de 8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2013. La baisse du dollar canadien au 30 septembre 2013 par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro a donné lieu à des profits de change latents de 57 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture connexes; ce montant a été comptabilisé dans les autres éléments du bénéfice global au cours du trimestre.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique portant sur la conversion des devises à la fin du présent rapport de gestion.

Révision des hypothèses actuarielles

La Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 18 M\$ sur le bénéfice net du troisième trimestre de 2013. Cette augmentation tient essentiellement à l'amélioration des hypothèses à l'égard de la mortalité pour l'assurance-vie au Canada et aux États-Unis et à l'amélioration des taux d'incidence de la morbidité au Canada, partiellement contrebalancées par la hausse des provisions liées au comportement des titulaires de polices au Canada et des provisions liées à la morbidité au chapitre de la réassurance et au Royaume-Uni. En comparaison, une incidence positive de 39 M\$ sur le bénéfice net avait été enregistrée au troisième trimestre de 2012.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et les dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs, et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 035 \$	1 029 \$	971 \$	3 065 \$	2 889 \$
Gestion du patrimoine	2 191	2 371	2 021	7 251	6 513
Assurance collective	1 852	1 890	1 860	5 617	5 573
	5 078	5 290	4 852	15 933	14 975
Exploitation américaine					
Services financiers	1 710	1 412	1 659	4 556	4 522
Gestion d'actifs	8 679	6 499	6 630	22 611	17 101
	10 389	7 911	8 289	27 167	21 623
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	3 775	1 257	1 180	6 292	3 454
Réassurance	475	536	1 200	1 959	3 077
	4 250	1 793	2 380	8 251	6 531
Total	19 717 \$	14 994 \$	15 521 \$	51 531 \$	43 129 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Exploitation canadienne*	2 389 \$	2 547 \$	2 104 \$	7 948 \$	6 953 \$
Exploitation américaine*	10 973	9 026	8 884	29 949	23 429
Exploitation européenne – Assurance et rentes	3 299	889	866	5 149	2 449
Total	16 661 \$	12 462 \$	11 854 \$	43 046 \$	32 831 \$

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 423 \$	1 389 \$	1 404 \$	4 148 \$	4 210 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	(4)	(1)	15	(6)	15
Profits nets réalisés	17	30	27	94	134
Produits de placement réguliers	1 436	1 418	1 446	4 236	4 359
Frais de placement	(25)	(17)	(19)	(62)	(56)
Produits de placement nets réguliers	1 411	1 401	1 427	4 174	4 303
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(19)	(3 200)	1 551	(2 754)	2 461
Produits de placement nets	1 392 \$	(1 799) \$	2 978 \$	1 420 \$	6 764 \$

Au troisième trimestre de 2013, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 1 586 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au troisième trimestre de 2013 se sont soldées par une diminution de 19 M\$, comparativement à une augmentation de 1 551 M\$ au troisième trimestre de 2012. Le recul de la valeur des obligations, qui tient à la hausse des rendements des obligations d'État, a été essentiellement contrebalancé par le raffermissement des marchés boursiers au troisième trimestre de 2013. Au troisième trimestre de 2012, la valeur des obligations de la Compagnie avait augmenté pour refléter le resserrement des écarts de crédit, et la juste valeur des actions avait augmenté en raison du raffermissement des marchés boursiers.

Au troisième trimestre de 2013, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 16 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012. Irish Life a fourni un apport de 21 M\$ aux produits de placement nets réguliers. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les produits de placement nets réguliers ont diminué de 37 M\$, en raison essentiellement de la diminution des profits réalisés, de la dotation à la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre considéré par rapport à un recouvrement de crédit au troisième trimestre de 2012 et de la baisse des rendements des titres à revenu fixe. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 5 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 19 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 ont diminué de 5 344 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La juste valeur a diminué de 2 754 M\$ pour la période de neuf mois en 2013, alors qu'elle avait augmenté de 2 461 M\$ au cours de la période correspondante de 2012, essentiellement en raison de la hausse des rendements des obligations d'État au cours des neuf premiers mois de 2013, alors qu'ils avaient diminué au cours de la période correspondante de 2012. Les produits de placement nets réguliers ont diminué de 129 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, la baisse de 150 M\$ des produits de placement nets réguliers tient essentiellement aux facteurs mentionnés pour le trimestre. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 58 M\$ en 2013, comparativement à 106 M\$ en 2012.

Les produits de placement nets enregistrés au troisième trimestre de 2013 ont augmenté de 3 191 M\$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2013, essentiellement en raison de diminutions nettes de la juste valeur de 19 M\$ au cours du troisième trimestre de 2013, comparativement à des diminutions nettes de 3 200 M\$ au trimestre précédent. Au troisième trimestre de 2013, les hausses des rendements des obligations d'État ont été moins marquées qu'au deuxième trimestre, ce qui a atténué les diminutions de la juste valeur des obligations au troisième trimestre. De plus, au troisième trimestre de 2013, la diminution de la juste valeur des obligations a été contrebalancée par une augmentation de la juste valeur des titres de capitaux propres en raison du raffermissement des marchés boursiers.

Marchés du crédit

Au troisième trimestre de 2013, la Compagnie a payé des sommes nettes sur des placements ayant subi une perte de valeur, situation qui a donné lieu à une incidence défavorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 21 M\$ au troisième trimestre de 2012). Aucune nouvelle perte de valeur n'est survenue au troisième trimestre. La modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une diminution nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires au cours du trimestre (charge nette de 7 M\$ au troisième trimestre de 2012).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les placements ayant subi une perte de valeur (y compris des cessions), recouvrements qui ont eu une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 32 M\$ pour la période correspondante de 2012). Depuis le début de l'exercice, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 7 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 15 M\$ pour la période correspondante de 2012).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	264 \$	257 \$	235 \$	773 \$	706 \$
Contrats SAS	36	38	36	111	112
	300	295	271	884	818
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	358	343	304	1 032	912
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	275	173	145	606	448
Total des honoraires et autres produits	933 \$	811 \$	720 \$	2 522 \$	2 178 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Exploitation canadienne	2 207 \$	1 053 \$	2 733 \$	5 716 \$	7 599 \$
Exploitation américaine	1 014	366	1 246	2 140	3 274
Exploitation européenne	1 549	(98)	2 628	3 450	6 456
Total	4 770 \$	1 321 \$	6 607 \$	11 306 \$	17 329 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts et les participations des titulaires de polices et les bonifications, ainsi que la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant ces passifs ainsi que les variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte des prestations liées aux contrats SAS, des paiements liés aux fonds distincts ou aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 4,8 G\$, ce qui représente un montant de 4,1 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police augmenté d'un montant de 0,7 G\$ au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La diminution de 1,8 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012 comprend une diminution de 1,6 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis, et en Europe et par la baisse de 206 M\$ des paiements de prestations.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 11,3 G\$, y compris un montant de 12,8 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 1,5 G\$ attribuable à la baisse des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La diminution de 6,0 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012 comprend une diminution de 5,6 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs attribuables à la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que par la diminution de 384 M\$ des paiements de prestations.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 3,5 G\$. L'augmentation est constituée d'une diminution de 3,4 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que d'une augmentation de 73 M\$ des paiements de prestations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le troisième trimestre de 2013 a été de 12 %, comparativement à 18 % pour le trimestre précédent et à 18 % pour le troisième trimestre de 2012. Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le troisième trimestre est inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du fait qu'au troisième trimestre de 2013, une plus forte proportion du bénéfice de la Compagnie était composée de produits de placement non imposables, ou assujettie à des taux d'imposition moins élevés dans des territoires étrangers. La quasi-adoption de la réduction de 23 % à 20 % du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Royaume-Uni ainsi que le rajustement apporté à la charge d'impôt de

l'exercice précédent en fonction des déclarations au troisième trimestre de 2013 ont également contribué à la baisse du taux d'imposition effectif au troisième trimestre de 2013.

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a été de 16 %, comparativement à 14 % à la période correspondante de 2012. Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada. L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie a constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 M\$ sur le bénéfice, soit 22 M\$ pour l'exploitation canadienne et 25 M\$ pour l'exploitation européenne. En 2012, le taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois avait été réduit de 2 % aux termes des modalités de l'entente de vérification.

Le taux d'imposition effectif pour le troisième trimestre est inférieur à celui du deuxième trimestre de 2013 en raison du rajustement apporté à la charge d'impôt de l'exercice précédent en fonction des déclarations au troisième trimestre, et de la réduction susmentionnée du taux d'imposition prévu par la loi au Royaume-Uni.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 septembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 369 \$	32 103 \$	38 723 \$	130 195 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 782	2 256	9 141
Autres actifs	2 890	3 509	16 368	22 767
Actif net des fonds distincts	58 496	26 463	64 727	149 686
Total de l'actif	125 858	63 857	122 074	311 789
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 875	150 594	15 511	169 980
Total de l'actif géré	129 733	214 451	137 585	481 769
Autres actifs administrés	13 867	175 120	34 355	223 342
Total de l'actif administré	143 600 \$	389 571 \$	171 940 \$	705 111 \$
	31 décembre 2012			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	58 506 \$	28 722 \$	32 828 \$	120 056 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 098	1 721	1 693	8 512
Autres actifs	3 229	3 359	13 508	20 096
Actif net des fonds distincts	54 341	23 809	26 798	104 948
Total de l'actif	121 174	57 611	74 827	253 612
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 585	131 013	–	134 598
Total de l'actif géré	124 759	188 624	74 827	388 210
Autres actifs administrés	13 184	144 164	107	157 455
Total de l'actif administré	137 943 \$	332 788 \$	74 934 \$	545 665 \$

Au 30 septembre 2013, le total de l'actif administré avait augmenté de 159,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2012, essentiellement en raison de l'acquisition d'Irish Life, des profits réalisés sur le marché et de la croissance des nouvelles affaires.

L'acquisition d'Irish Life a donné lieu à une augmentation de 9,3 G\$, de 35,2 G\$, de 15,5 G\$ et de 34,2 G\$ des actifs du fonds général, de l'actif net des fonds distincts, de l'actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels et des autres actifs administrés, respectivement.

Goodwill, immobilisations incorporelles et autres actifs

Le goodwill et les immobilisations incorporelles de la Compagnie ont principalement trait à ses acquisitions de la London Life, de la Canada-Vie, de Putnam et d'Irish Life.

Au 30 septembre 2013, la répartition du prix d'acquisition d'Irish Life reflétait les meilleures estimations de la direction, y compris les montants provisoires, dans les cas où des évaluations approfondies étaient en cours. Les montants provisoires liés aux immobilisations incorporelles n'ont pas été identifiés de façon distincte dans l'attente de l'achèvement des évaluations. Par conséquent, le montant de 554 M\$, soit l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, a initialement été affecté au goodwill et sera ajusté, au cours des périodes de présentation ultérieures. Le processus d'évaluation et la répartition du prix d'acquisition devraient être essentiellement achevés au quatrième trimestre de 2013.

Conformément aux IFRS, la Compagnie doit évaluer à la fin de chaque période de présentation s'il existe une indication qu'un actif puisse être déprécié et soumettre le goodwill et les immobilisations incorporelles à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Les autres actifs comprennent un montant de 1,2 G\$ relatif aux actifs d'impôt différé, qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs de Putnam et des occasions de planification fiscale. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue une base importante pour l'évaluation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des actifs d'impôt différé.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 septembre 2013		31 décembre 2012	
AAA	32 285 \$	36 %	29 302 \$	35 %
AA	15 142	17	13 463	16
A	24 872	28	23 812	29
BBB	16 250	18	14 662	18
BB ou inférieure	1 171	1	1 342	2
Total	89 720 \$	100 %	82 581 \$	100 %

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 septembre 2013, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 89,7 G\$, soit 69 % de l'actif investi, contre 82,6 G\$, ou 69 % de l'actif investi, au 31 décembre 2012. L'acquisition d'Irish Life a accru les placements en obligations de 4,0 G\$ au troisième trimestre de 2013. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation, au 30 septembre 2013					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	9 635 \$	3 103 \$	2 197 \$	– \$	– \$	14 935 \$	14 574 \$
Royaume-Uni	8 142	1 028	175	504	–	9 849	9 220
États-Unis	7 153	1 329	162	3	–	8 647	8 427
Irlande	–	–	–	705	–	705	715
	24 930	5 460	2 534	1 212	–	34 136	32 936
Portugal	–	–	–	–	10	10	10
Italie	–	–	–	76	–	76	79
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	13	–	13	14
	–	–	–	89	10	99	103
Allemagne	1 394	6	–	–	–	1 400	1 404
France	–	1 240	–	–	–	1 240	1 249
Pays-Bas	688	–	–	–	–	688	677
Autriche	342	21	–	–	–	363	368
Australie	70	–	–	–	–	70	58
Obligations supranationales	1 157	115	–	–	–	1 272	1 241
Autres (11 pays)	663	184	129	20	–	996	985
	4 314	1 566	129	20	–	6 029	5 982
Total	29 244 \$	7 026 \$	2 663 \$	1 321 \$	10 \$	40 264 \$	39 021 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 918 M\$ et d'un coût amorti de 2 760 M\$.

Au 30 septembre 2013, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 40,3 G\$, soit une hausse par rapport à 36,2 G\$ au 31 décembre 2012. L'augmentation comprend des obligations de 3,3 G\$ détenues par Irish Life. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les obligations d'État ont augmenté de 0,8 G\$, les achats nets d'obligations d'État des gouvernements du Canada et des États-Unis ayant été contrebalancés en partie par les cessions nettes d'obligations d'État du gouvernement du Royaume-Uni et par une baisse des valeurs de marché découlant de la hausse des rendements des obligations d'État. Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 99 M\$, en hausse par rapport au montant de 45 M\$ enregistré au 31 décembre 2012 en raison de l'acquisition d'Irish Life. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation, au 30 septembre 2013					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	67 \$	470 \$	1 024 \$	258 \$	– \$	1 819 \$	1 771 \$
Royaume-Uni	230	422	1 814	1 018	350	3 834	3 671
États-Unis	711	1 616	1 865	583	11	4 786	4 523
Irlande	–	–	–	64	9	73	92
	1 008	2 508	4 703	1 923	370	10 512	10 057
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	30	71	–	101	106
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	66	–	53	97	–	216	219
	66	–	83	168	–	317	325
Allemagne	2	47	157	2	1	209	201
France	164	42	298	226	–	730	698
Pays-Bas	15	233	265	44	16	573	554
Australie	125	302	111	80	–	618	602
Autres (16 institutions)	46	263	384	90	14	797	768
	352	887	1 215	442	31	2 927	2 823
Total	1 426 \$	3 395 \$	6 001 \$	2 533 \$	401 \$	13 756 \$	13 205 \$

	Valeur comptable selon le rang, au 30 septembre 2013							Coût amorti*
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital	Capital conditionnel	Total*	
Canada	72 \$	1 216 \$	213 \$	58 \$	260 \$	– \$	1 819 \$	1 771 \$
Royaume-Uni	282	1 665	868	463	359	197	3 834	3 671
États-Unis	432	3 208	968	–	178	–	4 786	4 523
Irlande	64	–	–	–	9	–	73	92
	850	6 089	2 049	521	806	197	10 512	10 057
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	31	–	–	–	70	–	101	106
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	78	–	62	36	40	–	216	219
	109	–	62	36	110	–	317	325
Allemagne	43	108	58	–	–	–	209	201
France	206	216	143	46	119	–	730	698
Pays-Bas	15	462	14	32	50	–	573	554
Australie	150	327	96	–	45	–	618	602
Autres (16 institutions)	54	475	114	84	70	–	797	768
	468	1 588	425	162	284	–	2 927	2 823
Total	1 427 \$	7 677 \$	2 536 \$	719 \$	1 200 \$	197 \$	13 756 \$	13 205 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 910 M\$ et d'un coût amorti de 2 634 M\$.

Au 30 septembre 2013, la Compagnie détenait des titres de créance, y compris des titres de créance à court terme, de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 13,8 G\$, en hausse par rapport au montant de 12,8 G\$ enregistré au 31 décembre 2012. Au 30 septembre 2013, le solde comprenait des obligations de 692 M\$ (177 M\$ à long terme; 515 M\$ à court terme) détenues par Irish Life. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les placements en titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières ont augmenté de 0,3 G\$, en

raison principalement des instruments à court terme acquis par la Compagnie dans le cadre du programme de convention de rachat de l'exploitation américaine.

Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Italie et en Espagne, d'une valeur de 317 M\$, par rapport à 342 M\$ au 31 décembre 2012. Les titres espagnols, d'un montant de 216 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 190 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Prudential Regulation Authority (la PRA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 septembre 2013, 97 % de la valeur comptable de 13,8 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts hypothécaires commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	30 septembre 2013			31 décembre 2012	
	Assuré	Non assuré	Total		Total
Résidences unifamiliales	946 \$	771 \$	1 717 \$	9 %	1 676 \$
Résidences multifamiliales	2 618	2 138	4 756	26	4 358
Biens commerciaux	215	11 861	12 076	65	11 841
Total	3 779 \$	14 770 \$	18 549 \$	100 %	17 875 \$

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 18,5 G\$, soit 14 % de l'actif investi au 30 septembre 2013, comparativement à 17,9 G\$ ou 15 % de l'actif investi au 31 décembre 2012. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,8 G\$, soit 20 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 septembre 2013		31 décembre 2012	
Ontario	795 \$	46 %	757 \$	45 %
Québec	391	23	398	24
Alberta	123	7	122	7
Colombie-Britannique	108	6	109	7
Terre-Neuve	91	5	86	5
Nouvelle-Écosse	61	4	63	4
Saskatchewan	61	4	54	3
Manitoba	43	3	43	3
Nouveau-Brunswick	41	2	40	2
Autres	3	–	4	–
Total	1 717 \$	100 %	1 676 \$	100 %

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 389 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 33 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 septembre 2013.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 septembre 2013, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 666 M\$, comparativement à 2 559 M\$ au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 107 M\$ découlant essentiellement de l'incidence de l'acquisition d'Irish Life, laquelle se chiffre à 70 M\$, de la fluctuation des devises ainsi que des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 33 M\$ (73 M\$ au 31 décembre 2012) et les provisions de 2 666 M\$ (2 559 M\$ au 31 décembre 2012) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants au 30 septembre 2013 (2,4 % au 31 décembre 2012).

PASSIF

Total du passif

	30 septembre 2013	31 décembre 2012
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	127 542 \$	120 658 \$
Autres passifs du fonds général	15 126	10 995
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	149 686	104 948
Total	292 354 \$	236 601 \$

Le total du passif avait augmenté de 55,8 G\$ depuis le 31 décembre 2012, passant ainsi à 292,4 G\$ au 30 septembre 2013, en raison essentiellement de l'acquisition d'Irish Life.

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 6,9 G\$, en raison essentiellement de l'incidence de l'acquisition d'Irish Life, qui se chiffre à 6,5 G\$. Les autres passifs du fonds général ont augmenté de 4,1 G\$, principalement en raison des nouvelles ententes de rachat de 2,0 G\$ au sein de l'exploitation américaine, des autres passifs du fonds général d'Irish Life d'un montant de 0,9 G\$ et de l'émission d'obligations de 10 ans libellées en euros de 0,7 G\$ au deuxième trimestre de 2013. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts ont augmenté de 44,7 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de 35,2 G\$ de l'acquisition d'Irish Life, de l'augmentation de la valeur de marché et des produits de placement de 6,8 G\$, et de l'incidence des fluctuations des devises de 2,6 G\$.

Garanties de placement liées aux produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement. Les produits de garanties de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2013, les produits de garanties de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 476 M\$ (2 110 M\$ au 31 décembre 2012). La Compagnie dispose d'un programme de couverture pour gérer certains risques associés aux options incorporées à ses produits de garanties de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	30 septembre 2013			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	25 502 \$	– \$	33 \$	132 \$	132 \$
Exploitation américaine	8 198	1	–	55	56
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	6 845	–	36	89	89
Réassurance**	1 042	379	–	25	405
	7 887	379	36	114	494
Total	41 587 \$	380 \$	69 \$	301 \$	682 \$

* Le titulaire ne peut recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 septembre 2013 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2013. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 7 M\$ pour le trimestre et à 22 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'exploitation européenne.

Capital social et surplus

Au 30 septembre 2013, le capital social en circulation se chiffrait à 9 640 M\$, dont 7 096 M\$ d'actions ordinaires, 2 064 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 480 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans.

À la conclusion de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, les 48 660 000 reçus de souscription en circulation de Lifeco ont été automatiquement échangés pour des actions ordinaires de la Compagnie à raison de un reçu de souscription pour une action ordinaire. L'échange de reçus de souscription a donné lieu à une augmentation du nombre total d'actions ordinaires en circulation, le faisant ainsi passer à 1 000 450 840, et à une hausse du capital déclaré d'environ 1,2 G\$, déduction faite des coûts de transaction, au 18 juillet 2013 et a fait croître de 0,57 \$ la valeur comptable par action, une mesure non définie par les IFRS. Au 30 septembre 2013, la valeur comptable par action se chiffrait à 14,39 \$, comparativement à 13,48 \$ au 30 juin 2013.

Conformément aux modalités des reçus de souscription, un équivalent de dividende de 0,3075 \$ par reçu de souscription a été payé aux porteurs de reçus de souscription en raison de la déclaration par Lifeco d'un dividende de 0,3075 \$ par action ordinaire payable aux porteurs d'actions ordinaires inscrits au 31 mai 2013. L'équivalent de dividende a totalisé 15 M\$ et comprenait un remboursement de 11 M\$ aux porteurs de reçus de souscription ainsi que des charges d'intérêts de 4 M\$ qui correspondent à l'intérêt gagné sur le produit des fonds de reçus de souscription détenus en mains tierces.

La Compagnie a débuté le 9 décembre 2012 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2013 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la Compagnie a racheté et annulé 429 625 actions ordinaires (néant en 2012) au coût de 13 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Émission de titres de créance

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 M€ afin de financer son acquisition d'Irish Life. Les obligations sont assorties d'un coupon annuel de 2,50 % dont le prix a été fixé à 99,755 % de la valeur nominale, pour un rendement de 2,528 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services et sont inscrites à l'Irish Stock Exchange. Il s'agit de la première émission de titres de créance de Lifeco dans un marché libellé en euros.

Sollicitation de consentement

Le 30 octobre 2013, Lifeco a conclu avec succès une sollicitation de consentement auprès des porteurs de ses débentures à 6,67 % arrivant à échéance le 21 mars 2033, et a modifié l'acte de fiducie connexe daté du 21 mars 2003. La Compagnie a versé à chaque porteur de débenture de 2033 un montant de 17,50 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant en capital pour supprimer les engagements relatifs au remplacement de capital liés à certaines actions privilégiées (séries F, G, H, I, L et M de Lifeco) et aux débentures subordonnées à 5,691 % et à 7,127 % de Great-West Lifeco Finance (Delaware).

La suppression de ces engagements permettra à la Compagnie de réagir promptement aux notations accordées par les agences ainsi qu'aux nouvelles exigences en matière de capital réglementaire, tout en profitant d'une souplesse accrue pour gérer la structure de son capital. La sollicitation de consentement ne signifie pas que Lifeco entend prendre quelque mesure que ce soit à l'avenir en ce qui concerne le rachat de l'un ou l'autre des titres sur lesquels porte l'engagement relatif au remplacement de capital.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable aux comptes de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS, GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. La Compagnie détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie directement par l'intermédiaire de la société de portefeuille de Lifeco et des filiales consolidées de Lifeco. Au 30 septembre 2013, Lifeco détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 8,0 G\$ (5,0 G\$ au 31 décembre 2012) et des obligations d'État d'un montant de 27,8 G\$ (25,8 G\$ au 31 décembre 2012). Irish Life a fourni un apport de 0,6 G\$ à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au troisième trimestre de 2013. Au 30 septembre 2013, la Compagnie avait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'environ 0,9 G\$ (0,5 G\$ au 31 décembre 2012) par l'intermédiaire de la société de portefeuille de Lifeco. De plus, la Compagnie dispose d'importantes marges de crédit auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Opérations	1 644 \$	1 494 \$	3 813 \$	3 375 \$
Financement	(463)	(204)	944	(692)
Investissement	(1 191)	(1 125)	(3 933)	(2 837)
	(10)	165	824	(154)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	18	(33)	77	(31)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	8	132	901	(185)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 788	1 739	1 895	2 056
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 796 \$	1 871 \$	2 796 \$	1 871 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges opérationnelles et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au troisième trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 8 M\$ par rapport au 30 juin 2013. Au cours du troisième trimestre de 2013, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 644 M\$, en hausse de 150 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 463 M\$, principalement en raison du paiement de dividendes de 340 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et du remboursement de débentures et d'autres instruments de créance de 68 M\$. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 191 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 901 M\$ par rapport au 31 décembre 2012. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 3 813 M\$, une hausse de 438 M\$ par rapport à 2012. Les flux de trésorerie liés au financement se sont chiffrés à 944 M\$, principalement en raison du produit de 1,25 G\$ et de 659 M\$ provenant de l'émission d'actions ordinaires liées aux reçus de souscription et de l'émission d'obligations libellées en euros, respectivement, liées à l'achat d'Irish Life, facteurs contrebalancés en partie par le paiement de dividendes de 990 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. En 2013, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 3 933 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2012.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités.

D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MMRPCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco a été révisée et se situe maintenant entre 175 % et 215 % (antérieurement entre 175 % et 200 %), sur une base consolidée.

Le ratio du MMRPCE de la Great-West au 30 septembre 2013 s'établissait à 221 % (207 % au 31 décembre 2012). Le ratio du MMRPCE de la London Life au 30 septembre 2013 s'établissait à 249 % (243 % au 31 décembre 2012). Le ratio du MMRPCE de la Canada-Vie au 30 septembre 2013 s'établissait à 221 % (203 % au 31 décembre 2012). Le ratio de MMRPCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,9 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille.

Toute l'activité liée au capital, combinée aux exigences additionnelles en matière de capital réglementaire relatives à l'acquisition d'Irish Life, ont eu une incidence positive de 1 point sur le ratio du MMRPCE de la Great-West. L'incidence connexe pour la Canada-Vie et la London Life était de -1 point de pourcentage et de néant, respectivement.

IAS 19R a eu une incidence totale de 575 M\$, et les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, une tranche de 454 M\$ aux fins de l'information à fournir sur le MMRPCE. Après la transition à IAS 19R, le 1^{er} janvier 2013, aux termes de la ligne directrice du BSIF sur le MMRPCE pour 2013, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale seront amorties sur douze trimestres.

Au 31 décembre 2012, les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale avaient achevé l'application progressive de l'incidence sur le capital de la conversion aux IFRS. En raison des modifications proposées à l'IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la nature évolutive des IFRS, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La situation du MMRPCE de la Great-West est influencée défavorablement par un goodwill et des immobilisations incorporelles importants, lesquels, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles dans le MMRPCE au Canada, ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital réglementaire disponible.

La capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiendra également compte des opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la

Compagnie, en tenant compte de la stratégie et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2012 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences en matière de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences en matière de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques opérationnels. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences réglementaires en matière de capital, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres

	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 décembre 2012 ⁽³⁾
Exploitation canadienne	25,3 %	23,4 %	22,7 %
Services financiers aux États-Unis⁽¹⁾	19,4 %	18,7 %	20,9 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(3,3) %	(2,9) %	(2,4) %
Exploitation européenne	15,0 %	19,5 %	18,2 %
Exploitation générale de Lifeco⁽²⁾	(6,7) %	(9,6) %	(5,9) %
Total du bénéfice net de Lifeco	14,9 %	15,6 %	15,3 %
Total du bénéfice opérationnel de Lifeco⁽²⁾	16,0 %	16,8 %	16,5 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

(3) Les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence de l'adoption d'IAS 19R.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres. La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 14,9 %, comparativement à 15,3 % au 31 décembre 2012. Le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice opérationnel s'est élevé à 16,0 %, ce qui se compare favorablement à l'objectif à long terme fixé à 15,0 %.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu les mêmes notations en matière de santé financière de la part de chaque agence de notation, une approche de notation groupée essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du troisième trimestre de 2013.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	NC
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

NC : non coté

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du troisième trimestre de 2013. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créateurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 342 M\$. Cette augmentation comprend des instruments financiers dérivés de 522 M\$ détenus par Irish Life. À l'exclusion des instruments financiers dérivés détenus par Irish Life, le montant nominal en cours a diminué de 180 M\$ en raison de l'expiration des options de vente de titres de capitaux propres d'un montant de 849 M\$ au 31 décembre 2012 achetées en 2012 à titre de macrocouverture de crédit pour le bilan, baisse en partie contrebalancée par l'ajout de contrats de change à terme qui fixent le taux de change entre l'euro et la livre sterling sur une tranche d'environ 300 M€ de l'investissement dans Irish Life et des activités normales visant à couvrir les positions de l'actif et du passif de la Compagnie.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 674 M\$ au 30 septembre 2013, comparativement à 997 M\$ au 31 décembre 2012. La valeur de marché des swaps de devises entre le dollar américain et le dollar canadien utilisés aux fins de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif a diminué en raison du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les valeurs de marché des swaps de taux d'intérêt qui reçoivent habituellement des taux fixes et paient des taux variables ont également diminué en raison de la hausse des taux d'intérêt.

Le 16 octobre 2013, la Compagnie a acheté des options de vente de titres de capitaux propres de six mois sur le S&P 500 d'un montant nominal de 6,8 G\$, pour une contrepartie de 41 M\$, à titre de macrocouverture du capital contre un recul important des marchés boursiers causé par l'incertitude politique à l'égard du pouvoir d'emprunt du gouvernement des États-Unis.

MÉTHODES COMPTABLES

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2013 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans les périodes à venir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

Les tableaux suivants présentent les nouvelles méthodes comptables ainsi que les changements de méthodes comptables qui sont en vigueur en 2013.

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
IAS 19R, <i>Avantages du personnel</i>	<p>La Compagnie a adopté IAS 19R, <i>Avantages du personnel</i>. Les modifications apportées par IAS 19R comprennent l'élimination de la méthode du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts sont ainsi constatés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation (déficit) des régimes de retraite (moins le plafond de l'actif, le cas échéant) dans les bilans consolidés. De plus, tous les coûts des services, y compris les réductions et les règlements, sont comptabilisés immédiatement en résultat net.</p> <p>En outre, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Le taux d'actualisation utilisé pour le montant net des charges (produits) d'intérêts est déterminé en fonction du rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à l'ouverture de l'exercice.</p> <p>De plus, la norme comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité, y compris la séparation du montant total des régimes de retraite et des charges au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi entre les montants qui sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat (les coûts des services et les charges d'intérêts nettes) et les montants qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global (les réévaluations). Les informations à fournir à l'égard des régimes de retraite comprennent la présentation de l'analyse de la sensibilité des régimes de retraite de la Compagnie envers le risque, ainsi qu'une explication des éléments comptabilisés dans les états financiers consolidés et une description des montants, de l'échéancier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs de la Compagnie.</p> <p>Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, ce changement a été appliqué de manière rétrospective, ce qui a donné lieu à une baisse de 392 M\$ des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2012 (une baisse de 352 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 M\$ du surplus attribuable au compte de participation) et à une baisse supplémentaire de 183 M\$ des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 (une baisse de 169 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 M\$ du surplus attribuable au compte de participation). Pour de plus amples renseignements sur l'adoption d'IAS 19R, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i> et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>Conformément à IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, la Compagnie a déterminé si elle devrait consolider certaines entités en fonction de la définition de contrôle. Selon la norme, le contrôle est tributaire du pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, de sa capacité à tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et du lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.</p> <p>Avec l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a également adopté les directives d'IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>. Cette norme exige des informations à fournir supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés par les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées. L'adoption de cette norme augmente la quantité d'informations à fournir au sujet des filiales et des participations dans des entreprises associées de la Compagnie. L'adoption n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p> <p>À l'exclusion des éléments décrits ci-après liés aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices et aux titres de fiducies de capital, l'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Compagnie.</p> <p>La Compagnie a examiné la définition révisée du contrôle et son application aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices, et elle en a conclu que celle-ci n'avait pas changé de façon importante. La Compagnie continuera de présenter les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux qui se contrebalancent dans les actifs et les passifs des bilans consolidés. La Compagnie a par ailleurs augmenté la quantité d'informations qu'elle présente sur la nature de ces entités et sur les risques connexes. L'application d'IFRS 10 aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices pourrait continuer d'évoluer, car les assureurs européens seront tenus d'adopter IFRS 10 le 1^{er} janvier 2014. La Compagnie continuera de surveiller l'évolution d'IFRS 10.</p> <p>Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir plus de renseignements sur la présentation de ces structures et sur les informations à fournir à leur égard.</p> <p>La Compagnie a consolidé la Fiducie de capital Canada-Vie et la Fiducie de capital Great-West (les « fiducies de capital ») en vertu d'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i>. Les fiducies de capital ne seront plus consolidées dans les états financiers, car les participations de la Compagnie dans celles-ci ne sont pas exposées aux rendements variables et, par conséquent, elles ne répondent pas à la définition révisée du contrôle établie dans IFRS 10. Ce changement dans la consolidation n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net ni sur les capitaux propres de la Compagnie. Toutefois, la déconsolidation a donné lieu à des hausses de 282 M\$ des obligations au 1^{er} janvier 2012 et de 45 M\$ au 31 décembre 2012, lesquelles ont entraîné des hausses correspondantes dans le passif attribuable aux débentures de fiducies de capital dans les bilans consolidés.</p> <p>Pour de plus amples renseignements sur l'adoption d'IFRS 10, se reporter aux notes 3 et 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
IFRS 11, <i>Partenariats</i>	La Compagnie a adopté les directives d'IFRS 11, <i>Partenariats</i> , lesquelles séparent les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agisse d'entreprises communes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser des participations dans des coentreprises, celles-ci devant dorénavant être comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Compagnie participe à une entreprise commune, elle comptabilise sa quote-part de l'actif, du passif et du bénéfice net. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur la Compagnie.
IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>	La Compagnie a adopté les directives d'IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i> , qui visent à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. Les données qui sont utilisées dans les techniques d'évaluation sont classées selon une échelle de trois niveaux, laquelle place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données non observables. Cette norme porte principalement sur la présentation de l'information, et son adoption n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	La Compagnie a adopté les directives de la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i> . Selon la norme modifiée, les autres éléments du résultat global doivent être classés d'après leur nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas. Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.
IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>	La Compagnie a adopté les directives des modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i> , qui présentent de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale. La norme révisée porte seulement sur la présentation de l'information et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.

Le tableau suivant présente les IFRS qui pourraient être modifiées après 2013 et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie :

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage révisé pour IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>, qui propose des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juin 2013. Les modifications proposées visent à répondre aux questions liées à l'évaluation, à la présentation et à la transition qui ont été soulignées dans l'exposé-sondage initial, publié en juillet 2010, lors de consultations menées auprès du secteur de l'assurance et des utilisateurs d'états financiers. Les propositions révisées s'inspireraient du modèle d'évaluation par étapes qui oblige l'assureur à évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance.</p> <p>La norme proposée diffère de manière importante des pratiques comptables et actuarielles actuellement utilisées par la Compagnie en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Les pratiques comptables actuelles établissent un lien étroit entre l'évaluation comptable des passifs d'assurance et les actifs précis utilisés pour soutenir ces passifs, ce qui réduit les non-concordances comptables lorsque les passifs et les actifs sont appariés adéquatement d'un point de vue économique. Selon les propositions de l'IASB, la plupart des passifs relatifs aux contrats d'assurance seraient évalués en fonction des taux d'intérêt en vigueur et, selon les modifications proposées en mars 2013 pour IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, les actifs d'investissement liés à certains titres de créance seraient également comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, la variation de la valeur comptable des passifs d'assurance et des actifs d'investissement découlant de la variation des taux d'intérêt serait présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net. Bien que cette proposition exclue la volatilité liée aux taux d'intérêt du résultat net, certains autres actifs utilisés pour soutenir les passifs d'assurance ne sont pas admissibles à l'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, comme les prêts et les créances, qui seraient plutôt évalués au coût amorti, et d'autres actifs, comme les placements en titres de capitaux propres, qui seraient évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.</p> <p>Les propositions révisées de l'IASB auront également une incidence sur le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance et suggèrent que des changements soient apportés à la présentation des produits des contrats d'assurance qui sont comptabilisés au cours de la période et qui sont présentés dans les états financiers.</p> <p>Le 25 octobre 2013, la Compagnie a soumis une lettre d'observations en réponse à l'exposé-sondage de l'IASB, faisant part de ses inquiétudes à l'égard du fait que les lecteurs des états financiers n'auront pas accès à un portrait fidèle des résultats financiers d'un assureur. L'exposé-sondage devrait produire des résultats financiers plus volatils qui, de l'avis de Lifeco, ne reflètent pas l'incidence réelle des contrats d'assurance sur la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie d'une entité.</p> <p>La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée et entrée en vigueur, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon les politiques comptables et actuarielles actuelles, y compris selon la MCAB.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>L'IASB a publié IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, en 2010 afin de remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'IASB compte apporter de nouvelles modifications à la comptabilisation des instruments financiers et elle a donc divisé en trois phases son projet de modification d'IFRS 9 : classement et évaluation, méthode de dépréciation et comptabilité de couverture.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dispositions existantes d'IFRS 9 portant sur le classement et l'évaluation exigent que tous les actifs financiers soient initialement classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net ou, selon le choix effectué, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sans recycler les profits et les pertes réalisés en résultat net. Les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » seraient éliminées. Les autres changements proposés à la norme ont aussi mis en place une catégorie de classement supplémentaire pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Cette phase exige également que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte. • L'IASB a publié un exposé-sondage révisé en mars 2013 portant sur l'utilisation de la méthode de dépréciation pour les actifs financiers. • L'IASB a conclu ses délibérations au sujet des critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité, et l'organisme compte lancer la phase finale des travaux liés à la comptabilité de couverture au cours du deuxième semestre de 2013. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les étapes restantes du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39 auront été franchies. En juillet 2013, l'IASB a décidé de reporter la date d'entrée en vigueur obligatoire d'IFRS 9, laquelle ne sera pas établie avant la finalisation des phases de méthode de dépréciation, et d'exigences en matière de classement et d'évaluation. La Compagnie continue toutefois de suivre activement l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>En mai 2013, l'IASB a publié un exposé-sondage révisé qui modifie la proposition, publiée en mai 2010, d'un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant de tous les contrats de location d'une durée maximum possible de plus de 12 mois.</p> <p>Le nouveau classement serait le modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement. L'exposé-sondage révisé comprend des directives pour déterminer quels contrats sont des contrats de location, et il présente des approches distinctes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges et des flux de trésorerie découlant de contrats de location en fonction du montant de l'avantage économique de l'actif loué qui sera utilisé par le preneur.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu au deuxième semestre de 2013.</p>
IAS 32, <i>Instruments financiers : présentation</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>Ces modifications n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Compagnie, ni sur la présentation de ses états financiers.</p>

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats opérationnels correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence respective des nouvelles IFRS et des IFRS révisées qui entrent en vigueur au cours de l'exercice, notamment IAS 19R. Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial), de Putnam Investments, LLC (Putnam) et d'Irish Life Group Limited (Irish Life), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats opérationnels consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	5 078 \$	5 290 \$	4 852 \$	15 933 \$	14 975 \$
Souscriptions*	2 389	2 547	2 104	7 948	6 953
Honoraires et autres produits	300	295	271	884	818
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	332	281	280	878	775
Total de l'actif	125 858 \$	124 381 \$	119 432 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	3 875	3 723	3 523		
Total de l'actif géré	129 733	128 104	122 955		
Autres actifs administrés	13 867	13 632	12 907		
Total de l'actif administré	143 600 \$	141 736 \$	135 862 \$		

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- Les primes et dépôts ont augmenté de 226 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012, pour s'établir à 5 078 M\$.
- Les souscriptions au troisième trimestre de 2013 ont été de 2 389 M\$, soit une hausse de 285 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 300 M\$ au troisième trimestre de 2013, une hausse de 29 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012.
- Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le troisième trimestre de 2013 s'est chiffré à 332 M\$, comparativement à 280 M\$ pour le troisième trimestre de 2012.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	1 035 \$	1 029 \$	971 \$	3 065 \$	2 889 \$
Souscriptions*	120	108	109	335	347
Bénéfice net	102	71	83	229	176

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Au cours du trimestre, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 64 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 035 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 63 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 955 M\$ au cours du trimestre, essentiellement en raison de l'augmentation de 8 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 1 M\$ au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 80 M\$.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 3 065 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 169 M\$, pour atteindre 2 820 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 7 M\$, pour s'établir à 245 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre de 2013, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 6 M\$, pour se chiffrer à 1 035 M\$, par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison d'une hausse de 6 % des primes d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire.

Souscriptions

Au cours du troisième trimestre de 2013, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 110 M\$, principalement en raison d'une augmentation de 21 % des souscriptions de polices d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 10 M\$, soit une légère baisse par rapport au montant enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 12 M\$, pour s'établir à 303 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse de 33 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 32 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre de 2013, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle se sont établies à 110 M\$, une hausse de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 10 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le troisième trimestre a augmenté de 19 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2012, pour se chiffrer à 102 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison de la hausse des taux d'intérêt et des récentes hausses des prix, ainsi qu'aux résultats favorables au chapitre des placements, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre du comportement des titulaires de polices et par la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 53 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour se chiffrer à 229 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à une réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires et aux résultats favorables au chapitre des placements, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et du comportement des titulaires de polices et par la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 31 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison de la hausse des taux d'intérêt, aux résultats favorables au chapitre des placements et à la hausse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de polices.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 18 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à un bénéfice net de 73 M\$ au troisième trimestre de 2012. Cette diminution du bénéfice net tient essentiellement à la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, partiellement compensée par une réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 52 M\$, comparativement à un bénéfice net de 63 M\$ pour la période correspondante de 2012. Cette diminution du bénéfice net tient essentiellement à la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, partiellement compensée par une réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires et par des résultats favorables au chapitre des gains actuariels nets.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation a diminué de 1 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2013.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	2 191 \$	2 371 \$	2 021 \$	7 251 \$	6 513 \$
Souscriptions*	2 133	2 323	1 913	7 073	6 237
Honoraires et autres produits	250	245	223	733	673
Bénéfice net	114	90	82	294	230

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts de l'unité Gestion de patrimoine ont augmenté de 170 M\$ pour atteindre 2 191 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat tient essentiellement à la hausse des primes et des dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs et aux produits de rentes immédiates pour les particuliers.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 738 M\$ pour atteindre 7 251 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient essentiellement à la hausse des primes et des dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs et aux fonds de placement de détail exclusifs.

Au troisième trimestre de 2013, les primes et les dépôts de l'unité Gestion de patrimoine ont diminué de 180 M\$ comparativement au trimestre précédent. Ce résultat tient à la baisse des primes et des dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs et aux fonds de placement de détail exclusifs, en partie contrebalancée par la hausse des primes liées aux produits de rentes collectifs à prime unique.

Souscriptions

Les souscriptions pour le troisième trimestre de 2013 ont augmenté de 220 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 2 133 M\$. Les souscriptions de produits de retraite collectifs se sont chiffrées à 526 M\$, soit 120 M\$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en

raison de l'augmentation des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs. Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 24 M\$, pour s'établir à 1 160 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison des solides souscriptions de produits de fonds distincts de base et de produits destinés aux particuliers à valeur nette élevée, en partie contrebalancées par une diminution des souscriptions de produits assortis d'une garantie de retrait minimum. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et de produits de rentes immédiates ont augmenté de 19 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 185 M\$, en raison de l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions ont augmenté de 836 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 7 073 M\$. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont augmenté de 470 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre 1 786 M\$, en raison de l'augmentation des souscriptions de régimes de capitalisation collective et de produits de rentes collectifs à prime unique. Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 256 M\$, pour s'établir à 3 904 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation cadre avec les souscriptions de fonds de placement sur le marché canadien des fonds de placement. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 13 M\$, pour s'établir à 534 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions ont atteint 2 133 M\$, une baisse de 190 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 130 M\$ en raison de la baisse des souscriptions de produits de garanties de retrait minimum, partiellement contrebalancée par la hausse des souscriptions de produits de fonds distincts de base et de produits destinés aux particuliers à valeur nette élevée. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont augmenté de 25 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont diminué de 85 M\$ en raison de la baisse des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs, compensée par la hausse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les dépôts nets pour le troisième trimestre de 2013 se sont chiffrés à 119 M\$, comparativement à 268 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 162 M\$ au trimestre précédent de 2013. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les dépôts nets se sont chiffrés à 823 M\$, comparativement à 712 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires pour le troisième trimestre de 2013 ont augmenté de 27 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2012, pour atteindre 250 M\$. Cette augmentation tient aux profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs ayant contribué à la croissance de l'actif géré. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 60 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour se chiffrer à 733 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre.

Au troisième trimestre de 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de l'actif géré moyen quotidien.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2013 a augmenté de 32 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 114 M\$. Cette augmentation découle principalement de la hausse des honoraires, des profits sur les placements et des reports de frais d'acquisition de fonds distincts, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles et par les mesures prises par la direction.

Le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a augmenté de 64 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 294 M\$. Cette augmentation découle principalement de la hausse des honoraires, des profits sur les placements, des reports de frais d'acquisition de fonds distincts, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance, et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2013 a augmenté de 24 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse tient essentiellement à la hausse des profits sur les placements et des honoraires, partiellement contrebalancée par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	1 852 \$	1 890 \$	1 860 \$	5 617 \$	5 573 \$
Souscriptions	136	116	82	540	369
Honoraires et autres produits	36	38	36	111	112
Bénéfice net	115	118	119	328	303

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le troisième trimestre de 2013 ont diminué de 8 M\$, pour s'établir à 1 852 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une diminution des primes et des dépôts des grandes affaires, partiellement compensée par une augmentation des primes et des dépôts sur le marché des petites et des moyennes affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 44 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012, pour s'établir à 5 617 M\$, essentiellement en raison de la hausse des primes d'assurance-invalidité de longue durée.

Au troisième trimestre de 2013, les primes et les dépôts ont diminué de 38 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une diminution des primes et des dépôts des grandes affaires.

Souscriptions

Au troisième trimestre de 2013, les souscriptions ont augmenté de 54 M\$, pour s'établir à 136 M\$, par rapport au trimestre considéré de l'exercice précédent. L'augmentation tient à la hausse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions du marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre. L'augmentation tient également à la hausse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions ont augmenté de 171 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 540 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse des souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes découlant d'une importante souscription d'un montant de 156 M\$ en 2013, comparativement à une importante souscription de 39 M\$ en 2012.

Au troisième trimestre de 2013, les souscriptions ont augmenté de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la hausse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance créances et des ventes directes et sur le marché des petites et des moyennes affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 étaient comparables à ceux enregistrés aux périodes respectives de 2012.

Pour le troisième trimestre de 2013, les honoraires et autres produits ont diminué de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la baisse des équivalents des primes SAS.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2013, le bénéfice net a diminué de 4 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 115 M\$, essentiellement en raison des résultats défavorables au chapitre de la morbidité et de la hausse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des profits sur les placements. Les résultats du troisième trimestre de 2012 comprenaient également l'incidence défavorable découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, fait qui ne s'est pas reproduit en 2013.

Le bénéfice net a augmenté de 25 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 328 M\$, principalement en raison des résultats favorables au chapitre de la mortalité, de la hausse des profits relatifs aux frais d'assurance, de la réduction de l'impôt sur le résultat et de la hausse des profits associés aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les hausses ont été partiellement contrebalancées par les résultats défavorables au chapitre de la morbidité.

Pour le troisième trimestre de 2013, le bénéfice net a diminué de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison des résultats défavorables au chapitre de la morbidité, de la baisse des profits relatifs aux frais d'assurance et de la hausse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des profits sur les placements et les résultats favorables au chapitre de la mortalité.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Le bénéfice net de l'exploitation générale canadienne s'est chiffré à 1 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à une perte de 4 M\$ au troisième trimestre de 2012. Cette augmentation de 5 M\$ découle principalement de la hausse des honoraires et de la baisse de l'impôt sur le résultat, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 27 M\$, comparativement à 66 M\$ pour la période correspondante de 2012. La diminution du bénéfice net est principalement attribuable à la diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché sur les immeubles de placement couvrant le surplus de 41 M\$, à la diminution de 7 M\$ des produits liés aux surplus d'actifs ainsi qu'à un recouvrement de coûts de 7 M\$ visant un fonds de capital-investissement en 2012, facteur qui ne s'est pas reproduit. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a déterminé que la plupart des provisions n'étaient plus requises, ce qui a eu une incidence positive de 23 M\$ sur le bénéfice net.

Au troisième trimestre de 2013, malgré une diminution de 1 M\$, le bénéfice net est demeuré comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	10 389 \$	7 911 \$	8 289 \$	27 167 \$	21 623 \$
Souscriptions*	10 973	9 026	8 884	29 949	23 429
Honoraires et autres produits	358	343	304	1 032	912
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	76	73	86	220	245
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	74	71	86	215	244
Total de l'actif	63 857 \$	64 278 \$	57 286 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	150 594	145 550	128 081		
Total de l'actif géré	214 451	209 828	185 367		
Autres actifs administrés	175 120	168 498	138 595		
Total de l'actif administré	389 571 \$	378 326 \$	323 962 \$		

* Les résultats au chapitre des souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) en 2012 ont été retraités afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 148 M\$ US pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, soit une hausse de 26 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.
- Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions se sont chiffrées à 7,2 G\$ US, soit une hausse de 14 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à 2012 tient essentiellement à la hausse du volume de souscriptions au sein du marché des régimes 401(k).

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	1 710 \$	1 412 \$	1 659 \$	4 556 \$	4 522 \$
Souscriptions*	2 294	2 527	2 254	7 338	6 328
Honoraires et autres produits	156	150	122	446	367
Bénéfice net	86	87	90	258	266
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 643 \$	1 385 \$	1 659 \$	4 448 \$	4 508 \$
Souscriptions (en dollars américains)*	2 206	2 478	2 254	7 176	6 310
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	148	147	122	435	366
Bénéfice net (en dollars américains)	83	85	90	252	265

* Les résultats au chapitre des souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) en 2012 ont été retraités afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts du troisième trimestre de 2013 ont diminué de 16 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2012 pour se chiffrer à 1 643 M\$ US, en raison d'une baisse de 86 M\$ US enregistrée dans les Marchés de l'Individuelle, contrebalancée par une hausse de 70 M\$ US pour les Services de retraite. La diminution au sein des Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable au ralentissement des souscriptions au sein du marché des banques de détail au troisième trimestre de 2013. La hausse au sein des Services de retraite est principalement liée à la hausse de 54 M\$ US des transferts des options de placement de détail vers le fonds général.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont diminué de 60 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012, pour se chiffrer à 4 448 M\$ US, en raison d'une baisse de 194 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle qui a été contrebalancée par une hausse de 134 M\$ US dans les Services de retraite. La diminution au sein des Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable au ralentissement des souscriptions dans le marché des banques de détail. La hausse au sein des Services de retraite est principalement liée au montant de 119 M\$ US provenant du produit de rentes collectif lancé au cours du deuxième semestre de 2012 et distribué par American Funds, le partenaire institutionnel de Great-West Financial.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont augmenté de 258 M\$ US au troisième trimestre de 2013, en raison essentiellement d'une hausse de 206 M\$ US au sein des Services de retraite qui tient aux transferts des options de placement de détail vers le fonds général et à la hausse des souscriptions au sein du marché des régimes 401(k).

Souscriptions

Pour le troisième trimestre de 2013, les souscriptions ont diminué de 48 M\$ US, pour se chiffrer à 2 206 M\$ US, par rapport au troisième trimestre de 2012 en raison d'une baisse de 64 M\$ US dans les Marchés de l'Individuelle, partiellement contrebalancée par une hausse de 16 M\$ US pour les Services de retraite. La diminution au sein des Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable à la baisse des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés de 98 M\$ US, contrebalancée par une hausse de 34 M\$ US des souscriptions dans le marché des comptes de retraite individuels et dans le marché des rentes individuelles.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions ont augmenté de 866 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012 pour se chiffrer à 7 176 M\$ US, en raison de la hausse de 942 M\$ US enregistrée au sein des Services de retraite qui a été contrebalancée par une baisse de 76 M\$ US dans les Marchés de l'Individuelle. La hausse au sein des Services de retraite découle de l'augmentation du volume de souscriptions au sein du marché des régimes 401(k) de 752 M\$ US et du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif de 232 M\$ US. L'augmentation du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif tient essentiellement à la hausse des nouveaux participants de 37 000, ou 29 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution enregistrée dans les Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable à la baisse de 156 M\$ US des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés de 64 M\$ US qui a été contrebalancée par la hausse de 144 M\$ US des souscriptions dans le marché des comptes de retraite individuels et dans le marché des rentes individuelles. Dans l'ensemble, les souscriptions de produits d'assurance-vie universelle dans le marché des banques de détail aux États-Unis ont essuyé une baisse des activités d'un exercice à l'autre, laquelle a contribué à la diminution des souscriptions sur le marché des banques de détail.

Au troisième trimestre de 2013, les souscriptions ont diminué de 272 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse de 258 M\$ US enregistrée par les Services de retraite et de la diminution de 14 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle. La diminution au sein des Services de retraite tient essentiellement à la baisse des souscriptions dans le marché du secteur public et des organismes à but non lucratif.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le troisième trimestre de 2013 ont augmenté de 26 M\$ US pour se chiffrer à 148 M\$ US, par rapport au troisième trimestre de 2012, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 435 M\$ US, ont augmenté de 69 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Au troisième trimestre de 2013, les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net de 83 M\$ US pour le troisième trimestre de 2013 a diminué de 7 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2012. L'augmentation de 10 M\$ US du bénéfice liée à la croissance des affaires a été contrebalancée par une baisse de 17 M\$ US de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles au chapitre de la mortalité par rapport à 2012.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net a totalisé 252 M\$ US, une diminution de 13 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012. L'augmentation de 22 M\$ US du bénéfice liée à la croissance des affaires a été contrebalancée par une baisse de 25 M\$ US de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles et aux mesures prises par la direction, ainsi que par la baisse de 10 M\$ US des profits sur les placements par rapport à 2012.

Le bénéfice net du troisième trimestre de 2013 est demeuré comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 141 G\$ US au 30 septembre 2013, en hausse de 14 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des marchés financiers, qui étaient favorables, et du rendement des placements.
- Les souscriptions brutes de Putnam pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 ont augmenté de 1,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la vigueur des souscriptions de fonds communs de placement au cours du trimestre considéré, souscriptions qui étaient à leur niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre de 2003. Les souscriptions brutes depuis le début de l'exercice ont augmenté de 5,0 G\$ US par rapport à l'exercice précédent.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 195 M\$ US au troisième trimestre de 2013, en hausse de 13 M\$ US par rapport au troisième trimestre de 2012 et de 6 M\$ US par rapport au trimestre précédent.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement sur placement ajusté en fonction du risque, par rapport à ses concurrents. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, environ 93 % des actifs des fonds de Putnam se situaient au-dessus de la médiane des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 95 % et à 70 % sur une période de un an et de cinq ans, respectivement. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, environ 64 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 62 % et 55 % sur une période un an et de cinq ans, respectivement.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	8 679 \$	6 499 \$	6 630 \$	22 611 \$	17 101 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	153	144	132	437	392
Honoraires liés au rendement	1	1	1	3	9
Frais administratifs	38	37	36	111	107
Commissions et frais de placement	10	11	13	35	37
Honoraires et autres produits	202	193	182	586	545
Perte nette	(10)	(14)	(4)	(38)	(21)
Primes et dépôts (en dollars américains)	8 345 \$	6 372 \$	6 630 \$	22 076 \$	17 054 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placement (en dollars américains)	147	141	132	427	392
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	1	1	1	3	9
Frais administratifs (en dollars américains)	37	36	36	109	106
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	10	11	13	34	36
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	195	189	182	573	543
Perte nette (en dollars américains)	(9)	(14)	(4)	(37)	(21)

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts se sont élevés à 8,3 G\$ US au troisième trimestre de 2013, une augmentation de 1,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2012 en raison de la hausse de 3,1 G\$ US de l'ensemble des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse des souscriptions institutionnelles de 1,4 G\$ US.

Les primes et les dépôts de 22,1 G\$ US ont augmenté de 5,0 G\$ US pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la hausse de 5,8 G\$ US, des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse de 0,8 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Au troisième trimestre de 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 2,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse de 1,7 G\$ US de l'ensemble des souscriptions de fonds communs de placement et de la hausse de 0,3 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires et autres produits de 195 M\$ US ont augmenté de 13 M\$ US pour le troisième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, principalement en raison d'une augmentation des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits de 573 M\$ US ont augmenté de 30 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des frais de gestion de placements et des frais administratifs qui découle de la hausse de l'actif géré moyen, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des honoraires liés au rendement sur les comptes institutionnels.

Au troisième trimestre de 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 6 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2013, principalement en raison de la hausse des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen.

Bénéfice net

La perte nette a augmenté de 5 M\$ US pour le troisième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 9 M\$ US. La hausse des honoraires et des produits de placement nets a été plus que contrebalancée par l'augmentation de la rémunération à base de primes du fait de l'amélioration du rendement des placements et des autres charges, et par la hausse de 6 M\$ US des charges relatives aux ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la perte nette a augmenté de 16 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 37 M\$ US. Les résultats pour la période correspondante de 2012 comprenaient la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 16 M\$ US. Le niveau plus élevé des honoraires et des produits de placement nets et la diminution des coûts de financement ont été contrebalancés par la hausse de la rémunération à base de primes du fait de l'amélioration du rendement des placements et des autres charges, et par la hausse de 5 M\$ US des charges relatives aux ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions.

Au troisième trimestre de 2013, la perte nette a diminué de 5 M\$ US comparativement à celle enregistrée au deuxième trimestre de 2013. Le niveau plus élevé des honoraires et des produits de placements nets et la reprise de certaines réserves pour impôt ont été partiellement contrebalancés par une charge de 7 M\$ US relative aux ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions (néant au trimestre précédent).

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Actif au début	133 685 \$	134 714 \$	119 708 \$	128 329 \$	116 652 \$
Souscriptions (y compris les participations réinvesties)	8 345	6 372	6 630	22 076	17 054
Rachats	(7 280)	(6 779)	(6 028)	(21 732)	(18 692)
Entrées (sorties) d'actifs nettes	1 065	(407)	602	344	(1 638)
Incidence du rendement du marché	6 023	(622)	6 625	12 100	11 921
Actif à la fin	140 773 \$	133 685 \$	126 935 \$	140 773 \$	126 935 \$
Actif géré moyen	138 831 \$	135 771 \$	123 012 \$	135 981 \$	121 984 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, l'actif géré moyen s'est établi à 139 G\$ US, soit 69 G\$ US au titre des fonds communs de placement et 70 G\$ US au titre des comptes institutionnels. L'actif géré moyen a augmenté de 16 G\$ US par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2012, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif du marché et des placements sur l'actif géré. Pour le troisième trimestre de 2013, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,1 G\$ US comparativement à 0,6 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui reflète une hausse qui porte à 1,5 G\$ US les entrées d'actifs nettes des fonds communs de placement.

L'actif géré moyen pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a augmenté de 14 G\$ US par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2012. Les facteurs expliquant l'augmentation sont les mêmes que pour le trimestre. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,3 G\$ US comparativement à des sorties nettes de 1,6 G\$ US à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une hausse qui porte à 1,9 G\$ US les entrées d'actifs nettes des fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, l'actif géré moyen a augmenté de 3 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif du marché sur l'actif géré moyen et des entrées d'actifs nettes au troisième trimestre de 2013. Pour le troisième trimestre de 2013, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,1 G\$ US comparativement à des sorties nettes de 0,4 G\$ US au trimestre précédent, ce qui reflète une hausse qui porte à 1,5 G\$ US les entrées d'actifs nettes des fonds communs de placement.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINNE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période comparative.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	4 250 \$	1 793 \$	2 380 \$	8 251 \$	6 531 \$
Honoraires et autres produits	275	173	145	606	448
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	129	178	165	499	464
Total de l'actif	122 074 \$	75 499 \$	72 325 \$		
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	15 511	–	–		
Total de l'actif géré	137 585	75 499	72 325		
Autres actifs administrés	34 355	175	102		
Total de l'actif administré	171 940 \$	75 674 \$	72 427 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2013

Acquisition d'Irish Life Group Limited

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Canada Life Limited, l'acquisition d'Irish Life Group Limited (Irish Life) pour une contrepartie de 1,3 G€. Les activités d'assurance-vie et de retraite de la filiale irlandaise de la Compagnie, Canada Life (Ireland), sont intégrées à celles d'Irish Life et conserveront le nom d'Irish Life. Irish Life dispose d'une marque bien établie, en plus d'offrir une vaste gamme de produits et de profiter d'un important réseau de multidistribution en Irlande, similaire à celui lié aux activités de la Compagnie au Canada.

L'acquisition d'Irish Life a donné lieu à une importante croissance au sein de l'exploitation européenne :

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013		
	Irish Life	Autres	Variation
Primes et dépôts	2 571 \$	1 679 \$	153 %
Honoraires et autres produits	93	182	51 %
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	37	92	40 %
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion des coûts de restructuration et d'acquisition	41	148	28 %
Total de l'actif	44 469 \$	77 605 \$	57 %
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	15 511	–	n.s.
Total de l'actif géré	59 980	77 605	77 %
Autres actifs administrés	34 177	178	n.s.
Total de l'actif administré	94 157 \$	77 783 \$	121 %

n.s. : non significatif

Résultats opérationnels

- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 129 M\$, et comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à Irish Life. À l'exclusion des coûts liés à Irish Life de 60 M\$, le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 189 M\$, soit une augmentation de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Irish Life a fourni un apport de 41 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration, depuis la date d'acquisition.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 1,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Les primes et les dépôts de l'unité Assurance et rentes ont augmenté de 2,6 G\$, tandis que celles de l'unité Réassurance ont reculé de 0,7 G\$. L'augmentation au sein de l'unité Assurance et rentes tient à l'apport d'Irish Life, et le recul des primes de l'unité Réassurance s'explique par la commutation d'un traité de réassurance-maladie en 2013, tandis que de nouvelles activités de rétrocession de polices d'assurance-vie avaient été enregistrées en Europe en 2012.
- Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 3,3 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, soit une hausse de 2,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Irish Life a fourni un apport de 2,4 G\$ aux souscriptions au cours du trimestre. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les souscriptions au troisième trimestre ont augmenté de 50 M\$ en raison essentiellement de la hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.
- Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits ont été de 275 M\$, une hausse de 130 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Irish Life a fourni un apport de 93 M\$ aux honoraires et autres produits pour le trimestre. Le reste de la hausse, soit 37 M\$, tient essentiellement à l'augmentation des honoraires au Royaume-Uni.
- Au Royaume-Uni, la Canada-Vie a été le meilleur fournisseur de l'année dans la catégorie « Best Group Critical Illness » selon les Cover Excellence Awards pour 2013. En outre, les activités de l'île de Man ont remporté trois prix lors des International Adviser Life 2013 Awards, soit « Best Protection Product », « Best Overall Product Range » et « Best Trust/Estate Planning Product ».

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

L'unité Assurance et rentes de l'exploitation européenne comprend les résultats opérationnels d'Irish Life du 19 juillet 2013 au 30 septembre 2013.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	3 775 \$	1 257 \$	1 180 \$	6 292 \$	3 454 \$
Souscriptions	3 299	889	866	5 149	2 449
Honoraires et autres produits	257	156	133	554	411
Bénéfice net	134	118	104	382	316

Primes et dépôts

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts se sont chiffrés à 3,8 G\$, une hausse de 2,6 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012, essentiellement en raison de l'apport de 2,6 G\$ d'Irish Life au cours du trimestre.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 2,8 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les primes et les dépôts ont augmenté de 267 M\$ en raison essentiellement de la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni – laquelle reflète les fluctuations normales du nombre de grandes affaires – et de la fluctuation des devises.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 2,5 G\$ par rapport au trimestre précédent en raison de l'apport d'Irish Life. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les primes et les dépôts ont diminué de 53 M\$ en raison essentiellement de la diminution saisonnière normale des primes d'assurance collective au Royaume-Uni et de la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni. Cette diminution a été en partie compensée par la hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et par la fluctuation des devises.

Souscriptions

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les souscriptions se sont chiffrées à 3,3 G\$, une hausse de 2,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Irish Life a fourni un apport de 2,4 G\$ aux souscriptions au cours du trimestre. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les souscriptions du troisième trimestre ont augmenté de 50 M\$ en raison essentiellement de la hausse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les souscriptions ont augmenté de 2,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les souscriptions ont augmenté de 317 M\$ en raison essentiellement de la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni, qui reflète les fluctuations normales du nombre de grandes affaires.

Les souscriptions ont augmenté de 2,4 G\$ par rapport au trimestre précédent en raison de l'apport d'Irish Life. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les souscriptions ont augmenté de 27 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Honoraires et autres produits

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 257 M\$, une hausse de 124 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Irish Life a fourni un apport de 93 M\$ aux honoraires et autres produits pour le trimestre. Le reste de la hausse tient essentiellement à l'augmentation des honoraires au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 143 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les honoraires et autres produits ont augmenté de 50 M\$, essentiellement en raison de la hausse des honoraires en Allemagne et au Royaume-Uni.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 101 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'apport d'Irish Life. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les honoraires et autres produits enregistrés au troisième trimestre ont augmenté de 8 M\$ en raison essentiellement de la hausse des frais de rachat au Royaume-Uni. Les tendances irrégulières à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent donner lieu à des fluctuations importantes des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

Bénéfice net

Pour le troisième trimestre de 2013, le bénéfice net a augmenté de 30 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. À l'exclusion des coûts de restructuration, Irish Life a fourni un apport de 41 M\$ au bénéfice net depuis son acquisition, le 18 juillet 2013. À l'exclusion de l'apport d'Irish Life, le bénéfice net a diminué de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution tient aux faibles résultats au chapitre de la mortalité au Royaume-Uni et à l'incidence d'une réduction favorable de 24 M\$ des réserves au titre des marges d'intérêt en 2012, facteurs partiellement compensés par la hausse de 19 M\$ du bénéfice lié aux activités de gestion du patrimoine au Royaume-Uni.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net a augmenté de 66 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À l'exclusion de l'apport d'Irish Life, le bénéfice net enregistré pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a augmenté de 25 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour les neuf premiers mois de 2012 comprenaient un raffermissement de 17 M\$ des risques de réinvestissement et des réserves au titre des intérêts qui ne s'est pas répété au cours de la période correspondante de 2013. Les facteurs ayant aussi contribué à la hausse du bénéfice net sont l'augmentation de 16 M\$ des marges au chapitre de la mortalité au Royaume-Uni et la hausse de 17 M\$ des volumes et des marges des nouvelles affaires. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par une baisse de 21 M\$ des profits sur les placements et par une diminution de 12 M\$ des profits au chapitre de la morbidité.

Le bénéfice net a augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre précédent. À l'exclusion de l'apport d'Irish Life, le bénéfice net a diminué de 25 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2013. La baisse des profits relatifs aux placements, à la mortalité et aux nouvelles affaires au Royaume-Uni sont les principaux facteurs de la diminution, laquelle a été en partie compensée par la hausse des frais de rachat liés aux activités de gestion de patrimoine.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Primes et dépôts	475 \$	536 \$	1 200 \$	1 959 \$	3 077 \$
Honoraires et autres produits	18	17	12	52	37
Bénéfice net	57	70	61	182	151

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le troisième trimestre de 2013 ont diminué de 725 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la commutation d'un traité de réassurance-maladie et des nouvelles activités de rétrocession de polices d'assurance-vie en Europe en 2012.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les primes et les dépôts ont diminué de 1,1 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la commutation d'un traité de réassurance-maladie.

Les primes et les dépôts ont diminué de 61 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 6 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 15 M\$ depuis le début de l'exercice, en raison de la hausse des volumes et des nouvelles affaires.

Les honoraires et autres produits sont comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Au troisième trimestre de 2013, le bénéfice net a diminué de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats favorables au chapitre de la mortalité dans le secteur de l'assurance-vie ont été contrebalancés par les profits liés aux nouvelles affaires enregistrés à l'exercice précédent au chapitre des activités d'assurance-vie de l'exploitation européenne.

Le bénéfice net a augmenté de 31 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats favorables au chapitre des sinistres et de la baisse des charges liées aux modifications de bases actuarielles liées au passif ont été partiellement contrebalancés par la baisse des profits sur les nouvelles affaires en raison d'une entente de rétrocession de polices d'assurance-vie au sein de l'exploitation européenne signée au troisième trimestre de 2012.

Au troisième trimestre de 2013, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la baisse des profits sur les nouvelles affaires et de la baisse de l'apport lié aux modifications de bases actuarielles.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 s'est chiffrée à 62 M\$ et comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 60 M\$ liés à Irish Life. À l'exclusion des coûts de 60 M\$ liés à Irish Life, la perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 se chiffre à 2 M\$, comparativement à néant pour la période correspondante de 2012.

La perte nette s'est chiffrée à 65 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, ce qui comprend des coûts de restructuration et d'acquisition de 74 M\$ enregistrés depuis le début de l'exercice relativement à Irish Life. À l'exclusion des coûts de 74 M\$ liés à Irish Life, le bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 s'est chiffré à 9 M\$, comparativement à une perte de 3 M\$ pour la période correspondante de 2012. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement au coût lié à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et a déterminé que, pour la plupart, les provisions n'étaient plus nécessaires, ce qui a eu une incidence positive de 11 M\$ sur le bénéfice net en 2013.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, la perte nette s'est établie à 62 M\$, y compris des coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life, comparativement à une perte nette de 10 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013. À l'exclusion des coûts de 60 M\$ liés à Irish Life au troisième trimestre de 2013 et de 10 M\$ au deuxième trimestre de 2013, la perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 s'est chiffrée à 2 M\$, comparativement à néant pour le deuxième trimestre de 2013.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 14 M\$, comparativement à une perte nette de 13 M\$ au troisième trimestre de 2012. La perte nette pour la période considérée comprend une hausse des charges financières de 3 M\$ liée principalement aux titres d'emprunt libellés en euros émis dans le cadre de l'acquisition d'Irish Life, ainsi qu'à une charge de 5 M\$ au titre de redressements de l'impôt sur le capital d'exercices antérieurs, qui résultent de vérifications fiscales. Ces facteurs ont été essentiellement contrebalancés par la baisse des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché relative à la macrocouverture de crédit pour le bilan de 4 M\$ et par la perte à la vente d'immobilisations corporelles au troisième trimestre de 2012.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la perte nette de l'exploitation générale de Lifeco s'est chiffrée à 36 M\$, comparativement à une perte nette de 29 M\$ à la période correspondante de 2012. L'augmentation de 7 M\$ de la perte nette tient essentiellement à la hausse de 6 M\$ des charges financières liées aux titres d'emprunt libellés en euros et à la charge liée à l'impôt susmentionnée, facteurs partiellement contrebalancés par la diminution des charges opérationnelles et autres charges et par la perte à la vente d'immobilisations corporelles en 2012.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, la perte nette de l'exploitation générale de Lifeco a augmenté de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la charge liée à l'impôt susmentionnée.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2013			2012				2011
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits	6 923	\$ 3 344	\$ 7 185	\$ 7 140	\$ 8 638	\$ 7 797	\$ 6 500	\$ 8 003
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	523	521	517	351	518	488	449	624
De base – par action	0,527	0,548	0,544	0,370	0,546	0,512	0,474	0,657
Dilué – par action	0,522	0,547	0,544	0,369	0,542	0,509	0,471	0,651
Bénéfice opérationnel⁽¹⁾								
Total	523	521	517	491	518	488	449	500
De base – par action	0,527	0,548	0,544	0,517	0,546	0,512	0,474	0,528
Dilué – par action	0,522	0,547	0,544	0,514	0,542	0,509	0,471	0,523

(1) Le bénéfice opérationnel est une mesure financière de la performance en matière de bénéfice non définie par les IFRS qui ne tient pas compte de certains éléments que la direction considère comme non récurrents. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 523 M\$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 518 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,527 \$ par action ordinaire (0,522 \$ après dilution) pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 0,546 \$ par action ordinaire (0,542 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le troisième trimestre de 2013 s'est établi à 6 923 M\$ et comprend des primes reçues de 4 598 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 411 M\$, une variation à la baisse de 19 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que des honoraires et autres produits de 933 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information. La direction a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la Compagnie au 30 septembre 2013 et, en se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période close le 30 septembre 2013, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

LIMITES À L'ÉGARD DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Comme le permettent les lois sur les valeurs mobilières, pour la période close le 30 septembre 2013, la direction de la Compagnie a limité l'étendue de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière pour en exclure les contrôles, politiques et procédures d'Irish Life, que la Compagnie a acquise le 18 juillet 2013.

Entre la date d'acquisition et le 30 septembre 2013, Irish Life a enregistré des produits de 278 M\$ et un bénéfice net de 37 M\$ (qui comprend des coûts de restructuration de 4 M\$ engagés par Irish Life). Au 30 septembre 2013, le total des actifs d'Irish Life se chiffrait à 44,5 G\$, montant qui comprend des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts de 35,2 G\$. Le total des passifs d'Irish Life se chiffre à 42,6 G\$, y compris un montant de 35,2 G\$ au titre des placements et des contrats d'assurance pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts.

CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation de l'information financière. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012
Dollar américain							
Bilan	1,03 \$	1,05 \$	1,02 \$	0,99 \$	0,98 \$	1,02 \$	1,00 \$
Produits et charges	1,04 \$	1,02 \$	1,01 \$	0,99 \$	1,00 \$	1,01 \$	1,00 \$
Livre sterling							
Bilan	1,66 \$	1,60 \$	1,54 \$	1,62 \$	1,59 \$	1,60 \$	1,60 \$
Produits et charges	1,61 \$	1,57 \$	1,56 \$	1,59 \$	1,57 \$	1,60 \$	1,57 \$
Euro							
Bilan	1,39 \$	1,37 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,26 \$	1,29 \$	1,33 \$
Produits et charges	1,38 \$	1,34 \$	1,33 \$	1,29 \$	1,24 \$	1,30 \$	1,31 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement, ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012	30 septembre 2013	30 septembre 2012
			(retraité – note 3)		(retraité – note 3)
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	5 394 \$	5 113 \$	5 645 \$	15 826 \$	16 076 \$
Primes cédées	(796)	(781)	(705)	(2 316)	(2 083)
Total des primes, montant net	<u>4 598</u>	<u>4 332</u>	<u>4 940</u>	<u>13 510</u>	<u>13 993</u>
Produits de placement nets (note 5)					
Produits de placement nets réguliers	1 411	1 401	1 427	4 174	4 303
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(19)	(3 200)	1 551	(2 754)	2 461
Total des produits (pertes) de placement nets	<u>1 392</u>	<u>(1 799)</u>	<u>2 978</u>	<u>1 420</u>	<u>6 764</u>
Honoraires et autres produits	933	811	720	2 522	2 178
	<u>6 923</u>	<u>3 344</u>	<u>8 638</u>	<u>17 452</u>	<u>22 935</u>
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	4 135	3 967	4 137	12 857	13 054
Montant cédé	(411)	(362)	(304)	(1 147)	(1 058)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	<u>3 724</u>	<u>3 605</u>	<u>3 833</u>	<u>11 710</u>	<u>11 996</u>
Participations des titulaires de polices et bonifications	317	363	414	1 047	1 145
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	729	(2 647)	2 360	(1 451)	4 188
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	<u>4 770</u>	<u>1 321</u>	<u>6 607</u>	<u>11 306</u>	<u>17 329</u>
Commissions	463	443	441	1 338	1 266
Charges opérationnelles et frais administratifs	786	694	656	2 150	1 941
Taxes sur les primes	84	72	74	230	218
Charges financières (note 11)	75	74	72	216	225
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	28	29	25	84	79
Coûts de restructuration et d'acquisition (note 12)	63	10	–	77	–
Bénéfice avant impôt	<u>654</u>	<u>701</u>	<u>763</u>	<u>2 051</u>	<u>1 877</u>
Impôt sur le résultat (note 18)	79	128	141	335	267
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	<u>575</u>	<u>573</u>	<u>622</u>	<u>1 716</u>	<u>1 610</u>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	20	20	74	58	72
Bénéfice net	<u>555</u>	<u>553</u>	<u>548</u>	<u>1 658</u>	<u>1 538</u>
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	32	32	30	97	83
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	<u>523 \$</u>	<u>521 \$</u>	<u>518 \$</u>	<u>1 561 \$</u>	<u>1 455 \$</u>
Bénéfice par action ordinaire (note 17)					
De base	<u>0,527 \$</u>	<u>0,548 \$</u>	<u>0,546 \$</u>	<u>1,618 \$</u>	<u>1,532 \$</u>
Dilué	<u>0,522 \$</u>	<u>0,547 \$</u>	<u>0,542 \$</u>	<u>1,580 \$</u>	<u>1,522 \$</u>

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre 2013	30 juin 2013	30 septembre 2012 <small>(retraité – note 3)</small>	30 septembre 2013	30 septembre 2012 <small>(retraité – note 3)</small>
Bénéfice net	555 \$	553 \$	548 \$	1 658 \$	1 538 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	69	326	(242)	368	(215)
Perte de change latente sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture au titre de l'actif net des établissements à l'étranger (note 4)	(12)	–	–	(12)	–
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	(9)	(151)	47	(128)	94
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	1	34	(12)	30	(26)
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(5)	(18)	(17)	(58)	(104)
Charge d'impôt sur le résultat	1	6	3	12	26
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	30	(18)	55	(52)	31
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(13)	18	(21)	19	(12)
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	–	1	–	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	4	63	(1)	59	(5)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(1)	(17)	1	(16)	3
Total des éléments qui pourraient être reclassés	65	244	(187)	223	(207)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi	116	176	(84)	390	(320)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(31)	(53)	21	(110)	83
Participations ne donnant pas le contrôle	(17)	(20)	15	(40)	33
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	4	5	(4)	9	(9)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	72	108	(52)	249	(213)
Total des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	137	352	(239)	472	(420)
Bénéfice global	692 \$	905 \$	309 \$	2 130 \$	1 118 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2013	31 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2012
		(retraité – note 3)	(retraité – note 3)
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 796 \$	1 895 \$	2 056 \$
Obligations (note 5)	89 720	82 581	78 355
Prêts hypothécaires (note 5)	18 549	17 875	17 432
Actions (note 5)	8 032	7 051	6 656
Immeubles de placement (note 5)	3 948	3 572	3 249
Avances consenties aux titulaires de polices	7 150	7 082	7 162
	130 195	120 056	114 910
Fonds détenus par des assureurs cédants	9 810	10 537	9 923
Goodwill	5 967	5 397	5 401
Immobilisations incorporelles	3 174	3 115	3 154
Instruments financiers dérivés	674	997	968
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	577	514	491
Immobilisations corporelles	189	154	137
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 10)	4 934	2 064	2 061
Autres actifs	5 425	4 688	4 062
Actifs d'impôt différé	1 158	1 142	1 163
Placements pour le compte des polices de fonds distincts (note 9)	149 686	104 948	96 582
Total de l'actif	311 789 \$	253 612 \$	238 852 \$
Passif			
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 10)	126 662 \$	119 919 \$	114 730 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 10)	880	739	782
Débtures et autres instruments d'emprunt	5 503	4 283	4 313
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	371	335	169
Instruments financiers dérivés	607	342	316
Autres passifs	5 793	5 163	4 600
Passifs d'impôt différé	682	708	810
Conventions de rachat	2 007	–	23
Débtures de fiducies de capital	163	164	815
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts (note 9)	149 686	104 948	96 582
Total du passif	292 354	236 601	223 140
Capitaux propres			
Participations ne donnant pas le contrôle			
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 495	2 451	2 187
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	7	5	3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital social (note 13)			
Actions privilégiées	2 544	2 544	1 894
Actions ordinaires	7 096	5 848	5 828
Surplus cumulé	7 693	7 035	6 417
Cumul des autres éléments de la perte globale	(460)	(932)	(675)
Surplus d'apport	60	60	58
Total des capitaux propres	19 435	17 011	15 712
Total du passif et des capitaux propres	311 789 \$	253 612 \$	238 852 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

30 septembre 2013						
	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	-	-	1 658	-	58	1 716
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	472	(12)	460
	8 392	60	8 693	(460)	2 502	19 187
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(97)	-	-	(97)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 17)	-	-	(893)	-	-	(893)
Échange de reçus de souscriptions à l'acquisition d'Irish Life (note 13)	1 220	-	-	-	-	1 220
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 13)	31	-	-	-	-	31
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	(13)	-	-	-	-	(13)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	10	-	(10)	-	-	-
Solde à la fin	9 640 \$	60 \$	7 693 \$	(460) \$	2 502 \$	19 435 \$

31 décembre 2012 (retraité – note 3)						
	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 417 \$	(675) \$	2 190 \$	15 712 \$
Bénéfice net	-	-	1 921	-	277	2 198
Autres éléments de la perte globale	-	-	-	(257)	(17)	(274)
	7 722	58	8 338	(932)	2 450	17 636
Frais d'émission d'actions	-	-	(14)	-	-	(14)
Montant réaffecté du compte de participation au compte de l'actionnaire	-	-	(6)	-	6	-
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(115)	-	-	(115)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(1 168)	-	-	(1 168)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 13)	20	-	-	-	-	20
Émission d'actions privilégiées	650	-	-	-	-	650
Paiements fondés sur des actions	-	2	-	-	-	2
Solde à la fin	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$

30 septembre 2012 (retraité – note 3)						
	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 417 \$	(675) \$	2 190 \$	15 712 \$
Bénéfice net	-	-	1 538	-	72	1 610
Autres éléments de la perte globale	-	-	-	(420)	(22)	(442)
	7 722	58	7 955	(1 095)	2 240	16 880
Frais d'émission d'actions	-	-	(9)	-	-	(9)
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(83)	-	-	(83)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 17)	-	-	(876)	-	-	(876)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	4	-	-	-	-	4
Émission d'actions privilégiées	450	-	-	-	-	450
Paiements fondés sur des actions	-	4	-	-	-	4
Solde à la fin	8 176 \$	62 \$	6 987 \$	(1 095) \$	2 240 \$	16 370 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012 <small>(retraité – note 3)</small>
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôt	2 051 \$	1 877 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(148)	(207)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(1 605)	3 990
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	751	100
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	29	54
Variation des coûts d'acquisition différés	50	20
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	216	235
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 754	(2 461)
Autres	(285)	(233)
	3 813	3 375
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 13)	1 251	4
Émission d'actions privilégiées	–	450
Actions ordinaires achetées et annulées (note 13)	(13)	–
Émission de titres d'emprunt libellés en euros (note 4)	659	–
Augmentation (diminution) de la marge de crédit d'une filiale	110	(1)
Augmentation (diminution) au titre des débetures et d'autres instruments d'emprunt	(73)	1
Rachat de titres de fiducies de capital	–	(178)
Frais d'émission d'actions	–	(9)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(893)	(876)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(97)	(83)
	944	(692)
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	22 431	16 336
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 319	1 561
Ventes d'actions	1 470	1 705
Ventes d'immeubles de placement	21	–
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	116	(11)
Acquisition d'Irish Life Group Limited (note 4)	(1 234)	–
Variation des conventions de rachat	1 970	1 453
Placement dans des obligations	(26 638)	(20 201)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 785)	(1 823)
Placement dans des actions	(1 468)	(1 681)
Placement dans des immeubles de placement	(135)	(176)
	(3 933)	(2 837)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	77	(31)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	901	(185)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 895	2 056
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 796 \$	1 871 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	3 349 \$	3 430 \$
Intérêts versés	178 \$	182 \$
Dividendes reçus	167 \$	154 \$

NOTES ANNEXES (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 Osborne Street North, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial), Putnam Investments, LLC (Putnam LLC) ainsi qu'Irish Life Group Limited (Irish Life) depuis la date d'acquisition, c'est-à-dire le 18 juillet 2013.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 septembre 2013 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 7 novembre 2013.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers de Lifeco au 30 septembre 2013 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board, ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, sauf dans les cas où la Compagnie a mis en œuvre des modifications de méthodes comptables lors de l'adoption de normes comptables nouvelles et révisées, comme le décrit la note 3. Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces estimations comportent un degré de variabilité inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont les suivantes : l'évaluation des contrats d'assurance et d'investissement, la détermination de la juste valeur des instruments financiers, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles, les provisions liées à des poursuites judiciaires ou autres, l'impôt sur le résultat ainsi que les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi. Les éléments sur lesquels les estimations et les hypothèses de la direction ont eu une incidence importante sont décrits dans les méthodes comptables concernées, tels qu'ils ont été décrits dans les états financiers consolidés et les notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants qui influent sur les valeurs comptables de certains actifs et passifs ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pendant la période concernée. Les éléments suivants ont nécessité des jugements importants comme il est décrit, lorsque cela est significatif, aux notes indiquées des présents états financiers : les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi, l'impôt sur le résultat, les provisions liées à des poursuites judiciaires ou autres, les filiales et les structures d'accueil, les coûts d'acquisition différés, les provisions au titre des produits différés, les biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les immobilisations corporelles, ainsi que l'identification des secteurs opérationnels. Pour obtenir une analyse plus détaillée de ces jugements, se reporter aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements formulés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions sur le bilan ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. **Changements de méthodes comptables**

a) Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a adopté la version révisée d'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19R). Conformément aux dispositions transitoires, la Compagnie a appliqué la norme révisée de façon rétrospective. Par conséquent, les informations financières comparatives des états financiers et des notes annexes de 2012 ont été retraitées. Les soldes des régimes de retraite d'Irish Life pris en charge le 18 juillet 2013 tiennent compte de l'adoption d'IAS 19R.

Les modifications à IAS 19R incluent l'élimination de la méthode du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels, qui sont maintenant constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondent à la situation de capitalisation (déficit) de ces régimes (moins les plafonds d'actifs, s'il y a lieu) dans les bilans consolidés. De plus, tous les coûts des services, y compris les réductions et les liquidations, sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

En outre, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, au début de l'exercice.

De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité, y compris la séparation du montant total des charges au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi entre les montants qui sont comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat (les coûts des services et le montant net du coût financier) et les montants qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global (les réévaluations). Les informations à fournir à l'égard des régimes de retraite comprennent une analyse de sensibilité en ce qui a trait aux risques, une explication des éléments constatés dans les états financiers et des descriptions du montant, de l'échéancier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de la Compagnie.

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, cette modification a été appliquée de façon rétrospective, ce qui a donné lieu à une diminution des capitaux propres d'ouverture de 392 \$ (diminution de 352 \$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 \$ du surplus attribuable aux comptes de participation) au 1^{er} janvier 2012, et à une diminution additionnelle des capitaux propres d'ouverture de 183 \$ (diminution de 169 \$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 \$ du surplus attribuable aux comptes de participation) au 1^{er} janvier 2013.

Les éléments des états financiers retraités en raison d'IAS 19R comprennent les autres actifs, les actifs et les passifs d'impôt différé, les autres passifs, le surplus cumulé et le cumul des autres éléments du résultat global présentés dans les états financiers.

Retraitement des périodes antérieures

Un sommaire de l'incidence de l'adoption d'IAS 19R est présenté ci-dessous :

	Participations ne donnant pas le contrôle, capital social, surplus d'apport	Cumul des autres éléments de la perte globale	Surplus cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2012 – montant présenté antérieurement	10 010 \$	(233) \$	6 327 \$	16 104 \$
Ajustements liés à l'application rétrospective d'IAS 19R	(40)	(442)	90	(392)
Montant révisé des capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	9 970 \$	(675) \$	6 417 \$	15 712 \$

	Exercice clos le 31 décembre 2012		
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat global
Résultat global présenté antérieurement	1 930 \$	(97) \$	1 833 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(13)	(223)	(236)
Impôt sur le résultat	4	63	67
	(9)	(160)	(169)
Montant révisé du résultat global	1 921 \$	(257) \$	1 664 \$

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Trimestre clos le 30 septembre 2012			
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat global
Résultat global présenté antérieurement	550 \$	(190) \$	360 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(3)	(69)	(72)
Profit de change latent à la conversion des établissements à l'étranger	–	3	3
Impôt sur le résultat	1	17	18
	(2)	(49)	(51)
Montant révisé du résultat global	548 \$	(239) \$	309 \$

Période de neuf mois close le 30 septembre 2012			
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat global
Résultat global présenté antérieurement	1 545 \$	(210) \$	1 335 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(11)	(287)	(298)
Profit de change latent à la conversion des établissements à l'étranger	–	3	3
Impôt sur le résultat	4	74	78
	(7)	(210)	(217)
Montant révisé du résultat global	1 538 \$	(420) \$	1 118 \$

L'application d'IAS 19R a donné lieu à une diminution de l'actif de 198 \$ et à une augmentation du passif de 194 \$ au 1^{er} janvier 2012. En outre, l'actif a augmenté de 47 \$ et le passif a augmenté de 230 \$ au 31 décembre 2012.

En raison de la variation du bénéfice net consolidé en 2012, le bénéfice de base et dilué par action a diminué de 0,010 \$ et de 0,009 \$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

b) IFRS 10 – États financiers consolidés

Conformément à IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), la Compagnie a évalué s'il y avait lieu ou non de consolider une entité en se fondant sur la définition du contrôle. La norme a défini le contrôle comme étant lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

La Compagnie a évalué la définition révisée du contrôle à l'égard des fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices et a conclu qu'elle n'avait pas subi d'incidence importante. La Compagnie continuera de présenter les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices en tant que montants équivalents et compensatoires des actifs et des passifs dans les bilans consolidés, et elle fournit des informations étendues sur la nature de ces entités et sur les risques connexes. L'application d'IFRS 10 aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices pourrait continuer à évoluer d'ici au 1^{er} janvier 2014, date à laquelle les assureurs européens seront tenus d'adopter cette norme. La Compagnie continuera de surveiller les développements à cet égard.

Se reporter à la note 9 pour plus de renseignements en ce qui a trait à la présentation et aux informations à fournir relativement à ces structures.

Titres de fiducies de capital

La Fiducie de capital Canada-Vie et la Fiducie de capital Great-West (les fiducies de capital) étaient consolidées par la Compagnie en vertu d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Les fiducies de capital ne seront plus consolidées dans les états financiers de la Compagnie étant donné que le placement de la Compagnie dans les fiducies de capital n'a pas d'exposition à des rendements variables et, donc, qu'il ne satisfait pas à la définition révisée du contrôle selon IFRS 10. Le changement à l'égard de la consolidation n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net ni sur les capitaux propres de la Compagnie; toutefois, la déconsolidation s'est traduite par une augmentation de 282 \$ et de 45 \$ des obligations au 1^{er} janvier 2012 et au 31 décembre 2012, respectivement, ce qui a augmenté des mêmes montants le passif lié aux débentures de fiducies de capital dans les bilans consolidés.

Par suite de l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a également reclassé un montant de 47 \$ réparti entre les actions et les immeubles de placement au 31 décembre 2012, et un montant de 48 \$ au 1^{er} janvier 2012.

c) IFRS 11 – Partenariats

La Compagnie a adopté les directives contenues dans IFRS 11, *Partenariats*, laquelle sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'entreprises communes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin. Lorsque la Compagnie participe à des entreprises communes, elle comptabilise sa quote-part de l'actif, du passif et du bénéfice net. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Compagnie.

d) IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Parallèlement à l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a adopté les directives contenues dans IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés issus des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. L'adoption de cette norme aura pour effet d'augmenter la quantité d'informations à fournir en ce qui a trait aux filiales et à la participation de la Compagnie dans des entreprises associées; toutefois, elle n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers de cette dernière.

e) IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

La Compagnie a adopté IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13), avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires, IFRS 13 a été appliquée prospectivement à partir de cette date. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur l'évaluation des actifs et des passifs de la Compagnie. Cependant, la Compagnie présente les nouvelles informations requises en vertu d'IFRS 13 dans les états financiers (se reporter à la note 7).

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

f) IAS 1 – Présentation des états financiers

La Compagnie a adopté les directives fournies dans la version modifiée d'IAS 1, *Présentation des états financiers*. En vertu de la norme modifiée, les autres éléments du bénéfice global sont classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas. Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.

g) IFRS 7 – Instruments financiers

La Compagnie a adopté les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, *Instruments financiers*, qui présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions-cadres de compensation. La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie (se reporter à la note 8).

4. Acquisition d'Irish Life Group Limited

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Irish Life Group Limited (Irish Life) par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Canada Life Limited.

Les activités d'assurance-vie et de retraite de la filiale irlandaise de la Compagnie, Canada Life (Ireland), seront intégrées à celles d'Irish Life et conserveront le nom d'Irish Life. Irish Life dispose d'une marque bien établie, en plus d'offrir une vaste gamme de produits et de profiter d'un important réseau de multidistribution similaire à celui lié aux activités de la Compagnie au Canada.

Cette acquisition effectuée au sein du marché permettra à la Compagnie de se classer comme chef de file dans les secteurs de l'assurance-vie, de la retraite et de la gestion de placements en Irlande. La stratégie employée par Irish Life est similaire à celle de Lifeco, car elle vise à maximiser le rendement pour les actionnaires en réduisant les risques au minimum et en mettant l'accent sur la rentabilité des capitaux.

La transaction est financée par le produit net du placement de reçus de souscription d'environ 1,25 G\$ effectué le 19 février 2013 et conclu le 12 mars 2013. Ce placement se compose d'une convention de prise ferme de 650 \$ et d'un placement privé concomitant de reçus de souscription auprès de la Financière Power de 550 \$ et de la Société financière IGM Inc. de 50 \$. Les reçus de souscription ont été classés à titre de passifs financiers jusqu'au 18 juillet 2013. À la date de conclusion de la transaction, les reçus de souscription ont été échangés contre 48 660 000 actions ordinaires de la Compagnie, à raison de un reçu pour une action (note 13). Le solde du financement de cette transaction provenait d'une émission de titres d'emprunt libellés en euros (décrite ci-après) et de la trésorerie interne.

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 € assorties d'un coupon annuel de 2,50 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services et sont inscrites à l'Irish Stock Exchange. Les titres d'emprunt libellés en euros ont été désignés à titre de couverture sur une partie du montant net de l'investissement de la Compagnie dans des établissements à l'étranger libellés en euros, les variations du change sur les instruments d'emprunt étant comptabilisées dans les autres éléments du bénéfice global. La Compagnie a aussi conclu des contrats de change à terme visant à fixer le taux de change entre l'euro et la livre sterling sur une tranche d'environ 300 € de la participation nette dans Irish Life qui a été désignée comme couverture.

4. *Acquisition d'Irish Life Group Limited (suite)*

La comptabilisation initiale de l'acquisition était toujours inachevée au 30 septembre 2013, car l'évaluation détaillée des actifs nets acquis était toujours en cours. Certaines données manquent toujours au bilan, notamment l'évaluation de certains biens immobiliers, l'évaluation des passifs liés aux contrats d'assurance, les provisions liées à des poursuites judiciaires, la détermination et l'évaluation des immobilisations incorporelles et l'impôt sur le résultat connexe. Les états financiers au 30 septembre 2013 reflètent la meilleure estimation que puisse établir la direction de la répartition du prix d'acquisition, ce qui comprend les montants provisoires. Au 30 septembre 2013, les montants provisoires relatifs aux immobilisations incorporelles n'avaient pas été déterminés et évalués séparément au sein de l'actif visé par la répartition de l'achat, car l'évaluation était toujours en cours. Par conséquent, le goodwill, soit l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net acquis, sera ajusté de manière rétrospective dans les périodes de présentation de l'information financière futures.

Le tableau suivant présente les montants initiaux attribués aux actifs acquis, au goodwill et aux passifs pris en charge :

Contrepartie de l'acquisition	1 788 \$
Actifs acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	554 \$
Actif investi	4 868
Actifs au titre des cessions en réassurance	2 963
Autres actifs	508
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	36 182
Total des actifs acquis	45 075
Passifs pris en charge	
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	6 145 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	194
Débentures subordonnées et autres instruments d'emprunt	443
Autres passifs	877
Passifs relatifs aux contrats d'investissement et d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts	36 182
Total des passifs pris en charge	43 841
Valeur nette des actifs acquis	1 234 \$
Goodwill	554 \$

L'évaluation détaillée de la juste valeur des actifs nets acquis et la répartition du prix d'achat devraient être terminées en temps pour la présentation des états financiers audités au 31 décembre 2013.

La Compagnie a conclu l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013. Du 19 juillet 2013 au 30 septembre 2013, Irish Life a fourni des produits de 278 \$, un bénéfice net de 37 \$ (ce qui comprend des coûts de restructuration après impôt de 4 \$ engagés par Irish Life), ainsi que d'autres éléments de la perte globale de 7 \$. Ces montants sont inclus dans les comptes consolidés de résultats et les états consolidés du résultat global pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, la Compagnie a engagé des coûts de restructuration et d'acquisition de 63 \$ et de 77 \$, respectivement (note 12).

4. *Acquisition d'Irish Life Group Limited (suite)*

Étant donné qu'Irish Life avait un mode de présentation de l'information financière différent de celui de la Compagnie, les données sur les produits et le bénéfice pro forma complémentaires de l'entité regroupée, en supposant que la date d'acquisition liée au regroupement d'entreprises était la même que la date d'ouverture de la période annuelle de présentation de l'information financière, n'ont pas été incluses.

La Compagnie a comptabilisé au titre des autres passifs un montant de 39 \$ lié à certaines questions juridiques. Le résultat éventuel de ces questions ne peut être déterminé pour le moment.

5. **Placements de portefeuille**

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 septembre 2013		31 décembre 2012		1 ^{er} janvier 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations						
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	66 488 \$	66 488 \$	62 752 \$	62 752 \$	59 870 \$	59 870 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 986	1 986	2 113	2 113	1 853	1 853
Disponibles à la vente	9 781	9 781	6 782	6 782	6 888	6 888
Prêts et créances	11 465	12 347	10 934	12 438	9 744	10 785
	89 720	90 602	82 581	84 085	78 355	79 396
Prêts hypothécaires						
Résidentiels	6 473	6 668	6 034	6 439	5 996	6 424
Non résidentiels	12 076	12 508	11 841	12 628	11 436	12 238
	18 549	19 176	17 875	19 067	17 432	18 662
Actions						
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 736	6 736	5 918	5 918	5 454	5 454
Disponibles à la vente	748	748	788	788	864	864
Autres	548	641	345	383	338	406
	8 032	8 125	7 051	7 089	6 656	6 724
Immeubles de placement	3 948	3 948	3 572	3 572	3 249	3 249
Total	120 249 \$	121 851 \$	111 079 \$	113 813 \$	105 692 \$	108 031 \$

(1) Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

Au 30 septembre 2013, la valeur portée aux bilans consolidés pour les placements de portefeuille vendus aux termes de conventions de rachat liées à des prêts hypothécaires était de 2 118 \$ (néant au 31 décembre 2012 et au 1^{er} janvier 2012).

5. *Placements de portefeuille (suite)*

b) Les placements de portefeuille incluent ce qui suit :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 septembre 2013	31 décembre 2012
Montants ayant subi une dépréciation, selon le classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	366 \$	365 \$
Disponibles à la vente	25	27
Prêts et créances	42	41
Total	433 \$	433 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus déduction faite de provisions d'un montant de 28 \$ au 30 septembre 2013 et d'un montant de 21 \$ au 31 décembre 2012.

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Trimestre clos le 30 septembre 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	953 \$	222 \$	61 \$	70 \$	135 \$	1 441 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	4	-	1	-	-	5
Autres classements	8	4	-	-	-	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(4)	-	-	-	(4)
Autres produits et charges	-	-	-	(18)	(25)	(43)
	965	222	62	52	110	1 411
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(6)	-	-	-	-	(6)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(320)	-	291	32	(16)	(13)
	(326)	-	291	32	(16)	(19)
Total	639 \$	222 \$	353 \$	84 \$	94 \$	1 392 \$

5. Placements de portefeuille (suite)

Trimestre clos le 30 septembre 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	915 \$	223 \$	67 \$	61 \$	154 \$	1 420 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	18	-	1	-	-	19
Autres classements	4	4	-	-	-	8
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	1	14	-	-	-	15
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(19)	(35)
	<u>938</u>	<u>241</u>	<u>68</u>	<u>45</u>	<u>135</u>	<u>1 427</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	11	-	-	-	-	11
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	1 221	-	266	23	30	1 540
	<u>1 232</u>	<u>-</u>	<u>266</u>	<u>23</u>	<u>30</u>	<u>1 551</u>
Total	<u><u>2 170 \$</u></u>	<u><u>241 \$</u></u>	<u><u>334 \$</u></u>	<u><u>68 \$</u></u>	<u><u>165 \$</u></u>	<u><u>2 978 \$</u></u>

Période de neuf mois close le 30 septembre 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 787 \$	661 \$	181 \$	199 \$	369 \$	4 197 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	57	-	1	-	-	58
Autres classements	17	19	-	-	-	36
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	-	(6)	-	-	-	(6)
Autres produits et charges	-	-	-	(49)	(62)	(111)
	<u>2 861</u>	<u>674</u>	<u>182</u>	<u>150</u>	<u>307</u>	<u>4 174</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(59)	-	-	-	-	(59)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	(3 077)	-	416	65	(99)	(2 695)
	<u>(3 136)</u>	<u>-</u>	<u>416</u>	<u>65</u>	<u>(99)</u>	<u>(2 754)</u>
Total	<u><u>(275) \$</u></u>	<u><u>674 \$</u></u>	<u><u>598 \$</u></u>	<u><u>215 \$</u></u>	<u><u>208 \$</u></u>	<u><u>1 420 \$</u></u>

5. *Placements de portefeuille (suite)*

Période de neuf mois close le 30 septembre 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	2 779 \$	672 \$	187 \$	185 \$	433 \$	4 256 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	104	–	2	–	–	106
Autres classements	7	21	–	–	–	28
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	1	14	–	–	–	15
Autres produits et charges	–	–	–	(46)	(56)	(102)
	<u>2 891</u>	<u>707</u>	<u>189</u>	<u>139</u>	<u>377</u>	<u>4 303</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	30	–	–	–	–	30
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	2 093	–	273	91	(26)	2 431
	<u>2 123</u>	<u>–</u>	<u>273</u>	<u>91</u>	<u>(26)</u>	<u>2 461</u>
Total	<u>5 014 \$</u>	<u>707 \$</u>	<u>462 \$</u>	<u>230 \$</u>	<u>351 \$</u>	<u>6 764 \$</u>

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances, classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la quote-part de la Compagnie du résultat de la Société financière IGM Inc. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement.

6. Gestion du risque

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2012 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés et les notes annexes de la Compagnie figurant au rapport annuel daté du 31 décembre 2012.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2012.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités opérationnelles au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou des marchés financiers. La Compagnie a obtenu une marge de crédit de 200 \$ auprès d'une banque à charte canadienne. De plus, Putnam LLC dispose d'une facilité de crédit renouvelable de 500 \$ US auprès d'un consortium de banques et d'une facilité d'emprunt à terme non renouvelable d'un montant de 304 \$ US, garantie par Lifeco, qui viendra à échéance en 2015.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

6. *Gestion du risque (suite)*

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) *Risque de change*

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des Normes internationales d'information financière, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

6. *Gestion du risque (suite)*

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

Au 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a amélioré la méthode dont elle se sert pour estimer les provisions relatives aux taux d'intérêt. La provision totale a été restructurée en plusieurs provisions visant à couvrir les risques de modélisation à court terme ainsi que les risques inhérents à long terme et les risques liés à la non-concordance des flux de trésorerie; aucune incidence nette sur le total des provisions n'a été observée à la suite de la restructuration. Cette restructuration influencera toutefois le moment prévu de la comptabilisation de ces provisions en résultat net. La Compagnie estime que cette restructuration fera croître le bénéfice net annuel prévu pour 2013 d'environ 70 \$, après impôt, par rapport au résultat enregistré en 2012 selon l'ancienne méthode.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence importante sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- Une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.

6. *Gestion du risque (suite)*

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par ces provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie.

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une augmentation d'environ 114 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 93 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 439 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 289 \$ du bénéfice net.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 25 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 20 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 134 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 103 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 432 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 332 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 487 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 371 \$.

7. Évaluation à la juste valeur

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation de crédit élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

7. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

Actifs évalués à la juste valeur	30 septembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie	2 796 \$	– \$	– \$	2 796 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	68 084	390	68 474
Actions	6 708	3	25	6 736
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 708	68 087	415	75 210
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	9 754	27	9 781
Actions	100	1	1	102
Total des actifs financiers disponibles à la vente	100	9 755	28	9 883
Immeubles de placement	–	–	3 948	3 948
Dérivés ⁽¹⁾	2	672	–	674
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam LLC	136	215	20	371
Autres ⁽²⁾	68	–	–	68
Total des actifs évalués à la juste valeur	9 810 \$	78 729 \$	4 411 \$	92 950 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	– \$	607 \$	– \$	607 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	851	29	880
Autres passifs – autres	68	–	–	68
Total des passifs évalués à la juste valeur	68 \$	1 458 \$	29 \$	1 555 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 10 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 190 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

7. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

30 septembre 2013								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début	273 \$	27 \$	12 \$	1 \$	3 572 \$	9 \$	3 894 \$	33 \$
Total des profits								
Compris dans le bénéfice net	53	1	-	-	65	11	130	-
Compris dans les autres éléments du bénéfice global ⁽¹⁾	-	3	-	-	56	-	59	-
Acquisition d'Irish Life	120	-	1	-	234	-	355	-
Achats	-	-	19	-	70	-	89	-
Ventes	-	-	(7)	-	(49)	-	(56)	-
Remboursements	(50)	(4)	-	-	-	-	(54)	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	(4)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(6)	-	-	-	-	-	(6)	-
Solde à la fin	390 \$	27 \$	25 \$	1 \$	3 948 \$	20 \$	4 411 \$	29 \$
Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets	53 \$	1 \$	- \$	- \$	65 \$	11 \$	130 \$	- \$
Variation des profits (pertes) latents pour la période compris dans le bénéfice net pour les actifs détenus au 30 septembre 2013	53 \$	- \$	(1) \$	- \$	65 \$	11 \$	128 \$	- \$

- (1) Le montant des autres éléments du bénéfice global pour les immeubles de placement représente le profit de change latent.
- (2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.
- (3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est évaluée selon les cours du marché observables.
- (4) Comprennent des actions non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

7. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Titres adossés à des actifs (inclus dans les obligations)	Actualisation des flux de trésorerie	<p>Hypothèse de taux de vitesse de remboursement par anticipation (pourcentage estimatif des remboursements par anticipation sur une base annuelle)</p> <p>Hypothèse de taux de défaut de paiement constant (pourcentage estimatif du groupe de garanties faisant l'objet de défauts sur une base annuelle)</p> <p>Hypothèse d'écart ajusté de l'incidence des titres adossés à des actifs (l'indice ABX) (ajusté pour tenir compte des primes de liquidité calculées à l'interne)</p>	<p>5 % (moyenne pondérée)</p> <p>3 % (moyenne pondérée)</p> <p>495 pdb (moyenne pondérée)</p>	La Compagnie ne croit pas que l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour remplacer une ou plusieurs des données aurait une incidence importante sur la juste valeur de ces instruments.
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives futures, taux de location, dépenses en immobilisations et opérationnelles) et les taux d'actualisation, les taux de capitalisation de sortie et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 4,0 % à 11,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.

8. Conventions-cadres de compensation exécutoire ou accords similaires

Les informations fournies ci-dessous montrent l'incidence potentielle, sur les bilans consolidés de la Compagnie, des instruments financiers qui ont été présentés à leur montant brut lorsqu'il existe un droit de compensation dans certaines circonstances qui ne sont pas admissibles à la compensation dans les bilans consolidés.

La Compagnie a recours à des conventions-cadres de l'International Swaps and Derivative Association dans la négociation de dérivés sur le marché hors cote. La Compagnie reçoit et donne des garanties conformément à l'annexe sur le soutien du crédit qui fait partie de la convention-cadre de l'International Swaps and Derivative Association. Ces conventions-cadres ne satisfont pas aux critères de compensation aux bilans consolidés puisqu'elles donnent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les dérivés négociés en Bourse assujettis à des accords de compensation de dérivés conclus avec des Bourses et des chambres de compensation ne sont pas assortis de clauses de compensation en cas de défaillance. Le tableau ci-après exclut la marge initiale puisque celle-ci deviendrait alors une composante d'un processus de règlement collectif.

Les prises en pension de titres de la Compagnie font également l'objet de droits de compensation en cas de défaillance. Ces transactions et ces accords comprennent des conventions-cadres de compensation qui prévoient la compensation des obligations de paiement entre la Compagnie et ses contreparties en cas de défaillance.

	30 septembre 2013			
	Montants connexes non compensés dans le bilan			
Montant brut des instruments financiers présentés dans le bilan	Position de compensation de la contrepartie⁽¹⁾	Garanties financières reçues ou versées⁽²⁾	Exposition nette	
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	674 \$	(221) \$	(10) \$	443 \$
Prises en pension de titres ⁽³⁾	707	-	(707)	-
Total des instruments financiers (actifs)	1 381 \$	(221) \$	(717) \$	443 \$
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	607 \$	(221) \$	(180) \$	206 \$
Total des instruments financiers (passifs)	607 \$	(221) \$	(180) \$	206 \$

8. Conventions-cadres de compensation exécutoire ou accords similaires (suite)

	31 décembre 2012			
	Montants connexes non compensés dans le bilan			
	Montant brut des instruments financiers présentés dans le bilan	Position de compensation de la contrepartie ⁽¹⁾	Garanties financières reçues ou versées ⁽²⁾	Exposition nette
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	997 \$	(212) \$	(25) \$	760 \$
Prises en pension de titres ⁽³⁾	101	-	(101)	-
Total des instruments financiers (actifs)	<u>1 098 \$</u>	<u>(212) \$</u>	<u>(126) \$</u>	<u>760 \$</u>
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	342 \$	(212) \$	(96) \$	34 \$
Total des instruments financiers (passifs)	<u>342 \$</u>	<u>(212) \$</u>	<u>(96) \$</u>	<u>34 \$</u>

- (1) Comprend les montants des contreparties comptabilisés dans les bilans consolidés lorsque la Compagnie a une position de compensation potentielle (tel qu'il est décrit plus haut), mais que les critères de compensation au bilan ne sont pas satisfaits, à l'exclusion des garanties.
- (2) Les garanties financières présentées dans le tableau ci-dessus excluent le surdimensionnement et, pour les dérivés négociés en Bourse, la marge initiale. Le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 10 \$ (25 \$ au 31 décembre 2012), un montant de 721 \$ a été reçu à l'égard de prises en pension de titres (103 \$ au 31 décembre 2012) et un montant de 206 \$ a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (118 \$ au 31 décembre 2012).
- (3) Les actifs liés aux prises en pension de titres sont compris dans les obligations dans les bilans consolidés.

9. Fonds distincts

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds à capital variable, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices des fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations de la juste valeur, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices des fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices des fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit Placements pour le compte des polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts.

9. *Fonds distincts (suite)*

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices des fonds distincts, y compris les variations de la juste valeur et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices des fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées à la juste valeur des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices des fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des frais qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la juste valeur des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais offrent le regroupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 septembre 2013, la valeur des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 2 476 \$ (2 110 \$ au 31 décembre 2012).

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties :

	30 septembre 2013				
	Valeur de marché	Insuffisance d'investissement par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	25 502 \$	– \$	33 \$	132 \$	132 \$
Exploitation américaine	8 198	1	–	55	56
Exploitation européenne	7 887	379	36	114	494
Total	41 587 \$	380 \$	69 \$	301 \$	682 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 septembre 2013.

9. *Fonds distincts (suite)*

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 septembre 2013. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 7 \$ pour le trimestre et 22 \$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne.

Se reporter à la rubrique intitulée Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2012 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts :

a) Placements pour le compte des polices de fonds distincts

	30 septembre 2013	31 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 330 \$	4 837 \$	5 334 \$
Obligations	33 319	24 070	21 594
Prêts hypothécaires	2 409	2 303	2 303
Actions et parts de fonds communs de placement	57 643	35 154	32 651
Fonds communs de placement	38 104	34 100	31 234
Immeubles de placement	7 805	6 149	5 457
	150 610	106 613	98 573
Produits à recevoir	391	239	287
Autres passifs/actifs	(1 315)	(1 904)	(2 278)
Total	149 686 \$	104 948 \$	96 582 \$

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012
Solde au début de l'exercice	104 948 \$	96 582 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	11 295	9 531
Produits de placement nets	559	504
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 039	968
Profits en capital latents sur les placements, montant net	4 170	3 566
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	2 625	(1 081)
Retraits des titulaires de polices	(12 183)	(8 543)
Acquis lors de l'acquisition d'Irish Life (note 4)	36 182	-
Virement du (au) fonds général, montant net	51	(1)
Total	44 738	4 944
Solde à la fin	149 686 \$	101 526 \$

9. *Fonds distincts (suite)*

c) Produits de placement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012
Produits de placement nets	559 \$	504 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 039	968
Profits en capital latents sur les placements, montant net	4 170	3 566
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	2 625	(1 081)
Total	9 393	3 957
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	9 393	3 957
Montant net	- \$	- \$

d) Placements pour le compte des polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie (note 7)

	30 septembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des polices de fonds distincts⁽¹⁾	98 077 \$	43 984 \$	8 760 \$	150 821 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 135 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au cours de 2013, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 1 785 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1, car la Compagnie a été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 septembre 2013
Solde au début	6 287 \$
Total des profits inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	296
Acquisition d'Irish Life	2 358
Achats	127
Ventes	(312)
Transferts vers le niveau 3	4
Solde à la fin	8 760 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples. Il n'y a eu aucun transfert depuis le niveau 3 au cours de la période.

10. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 septembre 2013		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	126 662 \$	4 934 \$	121 728 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	880	-	880
Total	127 542 \$	4 934 \$	122 608 \$

	31 décembre 2012		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	119 919 \$	2 064 \$	117 855 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	739	-	739
Total	120 658 \$	2 064 \$	118 594 \$

11. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Charges opérationnelles				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	1 \$	1 \$	4 \$	3 \$
Charges financières				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	65	58	187	174
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	3	7	8	32
Autres	6	6	17	16
Total	75 \$	72 \$	216 \$	225 \$

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans à 2,50 % libellées en euros pour un montant de 500 € relativement à l'acquisition d'Irish Life (note 4).

À la suite de l'acquisition d'Irish Life (note 4), la Compagnie a pris en charge une débeture subordonnée d'une juste valeur de 297 \$ ainsi que d'autres instruments d'emprunt d'une juste valeur de 146 \$. La débeture subordonnée prise en charge est une débeture de 200 € sans échéance déterminée qui porte intérêt à 5,25 % et qui est rachetable à la valeur nominale le 8 février 2017 au gré de la Compagnie. Un instrument dérivé d'une juste valeur de 35 \$ au 18 juillet 2013 est compris dans la juste valeur de la créance. Cet instrument dérivé, que la Compagnie a désigné à titre de couverture de la juste valeur, fait passer le taux d'intérêt d'un taux fixe à un taux variable. Au cours du troisième trimestre, la Compagnie a éteint d'autres instruments d'emprunt dont la valeur comptable de 78 \$ a été prise en charge par Irish Life, pour une contrepartie de 75 \$.

12. Coûts de restructuration et d'acquisition

À la suite de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, la Compagnie a dressé un plan de restructuration afin de regrouper les activités d'assurance-vie et de retraite de Canada Life (Ireland) et d'Irish Life. La Compagnie s'attend à ce que la restructuration soit terminée en 2014. De plus, la Compagnie a engagé des coûts pour d'autres activités de restructuration en Europe.

Le tableau suivant présente les coûts de restructuration et d'acquisition selon les principaux postes :

	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013
Coûts d'acquisition	34 \$	48 \$
Restructuration – Irish Life		
Coûts liés au personnel	11	11
Systèmes d'information	1	1
Autres	8	8
	20	20
Autres activités de restructuration en Europe	9	9
Total	63 \$	77 \$

Les coûts de restructuration présentés ci-dessus comprennent des provisions de 20 \$ qui sont comprises dans les autres passifs. Ces provisions devraient être réalisées au cours des 12 mois qui suivent la date de clôture.

Au cours du troisième trimestre de 2013, certains chiffres correspondants présentés antérieurement au titre des charges opérationnelles et frais administratifs ont été reclassés dans les charges de restructuration et d'acquisition afin de se conformer à la présentation adoptée pour la période considérée.

13. Capital social

Actions ordinaires
Émises et en circulation

	30 septembre 2013		31 décembre 2012	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début	950 596 440	5 848 \$	949 764 141	5 828 \$
Échange de reçus de souscriptions lors de l'acquisition d'Irish Life (note 4)	48 660 000	1 220	–	–
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(429 625)	(13)	–	–
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	–	10	–	–
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	1 251 320	31	832 299	20
Solde à la fin	1 000 078 135	7 096 \$	950 596 440	5 848 \$

13. *Capital social (suite)*

Reçus de souscription

Le 18 juillet 2013, les reçus de souscription décrits à la note 4 ont été échangés automatiquement, à raison de un reçu pour une action, contre 48 660 000 actions ordinaires de la Compagnie d'une valeur attribuée d'environ 1,2 G\$, déduction faite des coûts de transaction d'environ 27 \$ (20 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission d'actions ordinaires. L'incidence fiscale de 7 \$ a été portée au crédit du capital social. L'échange de reçus de souscription a donné lieu à une augmentation du nombre total d'actions ordinaires en circulation, le faisant ainsi passer à 1 000 450 840 au 18 juillet 2013. Ces actions ordinaires sont incluses dans le calcul du bénéfice de base par action ordinaire (note 17) depuis le 18 juillet 2013, soit la journée où toutes les modalités conditionnelles ont été satisfaites.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 6 décembre 2012, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 6 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, offre qui débute le 9 décembre 2012 et qui se termine le 8 décembre 2013.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la Compagnie a racheté puis annulé 429 625 actions ordinaires (néant en 2012) au coût de 13 \$. Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne de 10 \$ a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres.

14. **Gestion du capital**

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques opérationnels et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

14. *Gestion du capital (suite)*

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences en capital réglementaires minimales dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 septembre 2013	31 décembre 2012
Capital de première catégorie ajusté, montant net	9 692 \$	8 699 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 320	1 710
Total du capital disponible	12 012 \$	10 409 \$
Total du capital requis	5 443 \$	5 018 \$
Ratio du capital de première catégorie	178 %	173 %
Total du ratio	221 %	207 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2012, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences réglementaires minimales locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

15. Paiements fondés sur des actions

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, aucune option n'a été attribuée en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie alors qu'au cours des trimestres clos le 30 juin 2013 et le 31 mars 2013, 21 500 options et 1 810 600 options ont été attribuées (2 138 100 options au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 était de 4,33 \$ par option (3,17 \$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012). Une charge de rémunération liée au régime d'options sur actions de la Compagnie de 6 \$ après impôt a été comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 (4 \$ après impôt pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012).

16. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi incluses aux charges opérationnelles et aux autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Régimes de retraite				
Coût des services	39 \$	26 \$	104 \$	79 \$
Coût financier, montant net	7	5	20	15
	<u>46</u>	<u>31</u>	<u>124</u>	<u>94</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	1	1	2	2
Coût financier, montant net	4	5	13	15
	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>15</u>	<u>17</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – résultat net	<u>51</u>	<u>37</u>	<u>139</u>	<u>111</u>
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels comptabilisés	(49)	136	(242)	380
Rendement plus élevé que le rendement prévu de l'actif	(67)	(63)	(127)	(78)
Variation de l'incidence du plafond de l'actif	–	(10)	(2)	(24)
	<u>(116)</u>	<u>63</u>	<u>(371)</u>	<u>278</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Écarts actuariels comptabilisés	(3)	21	(22)	42
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments du résultat global	<u>(119)</u>	<u>84</u>	<u>(393)</u>	<u>320</u>
Total de la charge (de l'économie) au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	<u>(68) \$</u>	<u>121 \$</u>	<u>(254) \$</u>	<u>431 \$</u>

Au cours du troisième trimestre de 2013, la Compagnie a engagé des pertes actuarielles de 3 \$ liées aux réévaluations de régimes de retraite, lesquelles ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus. Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des pertes d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence pris en charge au moment de l'acquisition d'Irish Life.

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations aux dates suivantes :

	Taux d'actualisation moyen pondéré
30 septembre 2013 (30 septembre 2012)	4,8 % (4,4 %)
30 juin 2013 (30 juin 2012)	4,7 % (4,6 %)
31 décembre 2012 (1 ^{er} janvier 2012)	4,3 % (5,1 %)

17. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice				
Bénéfice net	555 \$	548 \$	1 658 \$	1 538 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiés	(32)	(30)	(97)	(83)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	523	518	1 561	1 455
Titres de fiducies de capital	–	2	–	7
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires – dilué	523 \$	520 \$	1 561 \$	1 462 \$
Nombre d’actions ordinaires				
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	991 427 893	949 842 636	964 810 569	949 813 411
Ajouter :				
– Incidence des reçus de souscription depuis la date d’émission, soit le 12 mars 2013	8 991 522	–	22 814 945	–
– Exercice potentiel d’options sur actions en cours	1 113 222	226 118	682 706	265 489
– Conversions des parts de fiducies de capital	–	11 281 403	–	11 281 403
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	1 001 532 637	961 350 157	988 308 220	961 360 303
Bénéfice de base par action ordinaire	0,527 \$	0,546 \$	1,618 \$	1,532 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,522 \$	0,542 \$	1,580 \$	1,522 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$	0,9225 \$	0,9225 \$

18. Impôt sur le résultat

a) Charge d’impôt

La charge d’impôt se compose des éléments suivants :

	Trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Impôt exigible	132 \$	127 \$	463 \$	197 \$
Impôt différé	(53)	14	(128)	70
Total de la charge d’impôt	79 \$	141 \$	335 \$	267 \$

18. *Impôt sur le résultat (suite)*

b) Taux d'imposition effectif

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 16 %, comparativement à 14 % pour l'ensemble de l'exercice 2012 et à 14 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

La diminution du taux d'imposition effectif pour l'ensemble de l'exercice 2012 tient à l'incidence de modifications des taux d'imposition prévus par la loi pour l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé, à la comptabilisation d'économies d'impôt au titre de pertes non comptabilisées précédemment et aux différences temporaires. En outre, au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada. L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie avait constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 \$ et a occasionné une réduction de 2 % du taux d'imposition effectif pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La baisse du taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 tient compte de l'incidence de la variation des taux d'imposition sur l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé. L'entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada susmentionnée a aussi réduit le taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois de 2012, de 2 %.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, des entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 236 \$ au 30 septembre 2013 (1 153 \$ au 31 décembre 2012).

19. Provisions et passif éventuel (changements survenus après le 31 décembre 2012, date du rapport annuel)

Au cours de 2013, la London Life et la Great-West, des filiales de Lifeco, ont réaffecté un montant de 298 \$ au surplus attribuable aux comptes de participation dans le cadre du jugement rendu par la Cour supérieure de justice de l'Ontario, le 24 janvier 2013, relativement à l'utilisation des comptes de participation de la London Life et de la Great-West pour le financement de l'acquisition du Groupe d'assurances London Inc., en 1997, ce qui a eu pour effet de réduire la provision liée à des litiges dans le compte des détenteurs d'actions ordinaires. La London Life et la Great-West ont déposé une demande d'appel de la décision du 24 janvier 2013.

Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué un examen des éventualités concernant les coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a réduit la provision existante, la faisant passer de 41 \$ à 7 \$.

Au cours du troisième trimestre de 2013, une des deux poursuites civiles engagées contre une filiale de la Compagnie relativement au rôle de cette filiale à titre de gestionnaire de garanties à l'égard de deux titres garantis par des créances a été rejetée.

20. Information sectorielle

a) Résultats nets consolidés

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne ⁽¹⁾	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 516 \$	927 \$	1 155 \$	– \$	4 598 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	638	344	429	–	1 411
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(129)	(82)	192	–	(19)
Total des produits de placement nets	509	262	621	–	1 392
Honoraires et autres produits	300	358	275	–	933
Total des produits	3 325	1 547	2 051	–	6 923
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	2 207	1 014	1 549	–	4 770
Autres	663	398	263	9	1 333
Charges financières	29	35	6	5	75
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	12	12	4	–	28
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	63	–	63
Bénéfice avant impôt	414	88	166	(14)	654
Impôt sur le résultat	62	8	12	(3)	79
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	352	80	154	(11)	575
Participations ne donnant pas le contrôle	19	1	–	–	20
Bénéfice net	333	79	154	(11)	555
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	–	6	–	32
Bénéfice net avant la répartition du capital	307	79	148	(11)	523
Incidence de la répartition du capital	25	(3)	(19)	(3)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	332 \$	76 \$	129 \$	(14) \$	523 \$

(1) La Compagnie a conclu l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013. L'exploitation européenne comprend les résultats d'Irish Life du 19 juillet 2013 au 30 septembre 2013.

20. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 397 \$	879 \$	1 664 \$	– \$	4 940 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	666	332	433	(4)	1 427
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	493	244	814	–	1 551
Total des produits (pertes) de placement nets	1 159	576	1 247	(4)	2 978
Honoraires et autres produits	271	304	145	–	720
Total des produits	3 827	1 759	3 056	(4)	8 638
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices					
	2 733	1 246	2 628	–	6 607
Autres					
Charges financières	630	341	193	7	1 171
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	34	5	–	72
	11	11	3	–	25
Bénéfice avant impôt	420	127	227	(11)	763
Impôt sur le résultat	67	38	39	(3)	141
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	353	89	188	(8)	622
Participations ne donnant pas le contrôle	72	(1)	3	–	74
Bénéfice net	281	90	185	(8)	548
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	21	–	6	3	30
Bénéfice net avant la répartition du capital	260	90	179	(11)	518
Incidence de la répartition du capital	20	(4)	(14)	(2)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	280 \$	86 \$	165 \$	(13) \$	518 \$

20. Information sectorielle (suite)

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne ⁽¹⁾	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	7 500 \$	2 256 \$	3 754 \$	– \$	13 510 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 877	1 009	1 292	(4)	4 174
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 349)	(589)	(816)	–	(2 754)
Total des produits (pertes) de placement nets	528	420	476	(4)	1 420
Honoraires et autres produits	884	1 032	606	–	2 522
Total des produits	8 912	3 708	4 836	(4)	17 452
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	5 716	2 140	3 450	–	11 306
Autres	1 941	1 143	615	19	3 718
Charges financières	86	103	15	12	216
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	37	38	9	–	84
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	77	–	77
Bénéfice avant impôt	1 132	284	670	(35)	2 051
Impôt sur le résultat	196	48	99	(8)	335
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	936	236	571	(27)	1 716
Participations ne donnant pas le contrôle	53	5	–	–	58
Bénéfice net	883	231	571	(27)	1 658
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	80	–	17	–	97
Bénéfice net avant la répartition du capital	803	231	554	(27)	1 561
Incidence de la répartition du capital	75	(11)	(55)	(9)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	878 \$	220 \$	499 \$	(36) \$	1 561 \$

(1) La Compagnie a conclu l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013. L'exploitation européenne comprend les résultats d'Irish Life du 19 juillet 2013 au 30 septembre 2013.

20. Information sectorielle (suite)

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	7 113 \$	2 406 \$	4 474 \$	– \$	13 993 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 950	983	1 373	(3)	4 303
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	755	442	1 264	–	2 461
Total des produits (pertes) de placement nets	2 705	1 425	2 637	(3)	6 764
Honoraires et autres produits	818	912	448	–	2 178
Total des produits	10 636	4 743	7 559	(3)	22 935
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	7 599	3 274	6 456	–	17 329
Autres	1 916	1 007	485	17	3 425
Charges financières	110	101	14	–	225
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	38	8	–	79
Bénéfice avant impôt	978	323	596	(20)	1 877
Impôt sur le résultat	142	68	62	(5)	267
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	836	255	534	(15)	1 610
Participations ne donnant pas le contrôle	62	(1)	11	–	72
Bénéfice net	774	256	523	(15)	1 538
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	58	–	17	8	83
Bénéfice net avant la répartition du capital	716	256	506	(23)	1 455
Incidence de la répartition du capital	59	(11)	(42)	(6)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	775 \$	245 \$	464 \$	(29) \$	1 455 \$

20. Information sectorielle (suite)

b) Total consolidé de l'actif et du passif

	30 septembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 369 \$	32 103 \$	38 723 \$	130 195 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 782	2 256	9 141
Autres actifs	2 890	3 509	16 368	22 767
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	58 496	26 463	64 727	149 686
Total	125 858 \$	63 857 \$	122 074 \$	311 789 \$

	30 septembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	54 529 \$	27 369 \$	45 644 \$	127 542 \$
Autres passifs	4 971	6 671	3 484	15 126
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	58 496	26 463	64 727	149 686
Total	117 996 \$	60 503 \$	113 855 \$	292 354 \$

	31 décembre 2012			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	58 506 \$	28 722 \$	32 828 \$	120 056 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 098	1 721	1 693	8 512
Autres actifs	3 229	3 359	13 508	20 096
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	54 341	23 809	26 798	104 948
Total	121 174 \$	57 611 \$	74 827 \$	253 612 \$

	31 décembre 2012			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	55 134 \$	26 298 \$	39 226 \$	120 658 \$
Autres passifs	4 189	4 476	2 330	10 995
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	54 341	23 809	26 798	104 948
Total	113 664 \$	54 583 \$	68 354 \$	236 601 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié Forest Stewardship Council® et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.